

**Conseil****C/56/2****Cinquante-sixième session ordinaire  
Genève, 28 octobre 2022****Original : anglais  
Date : 18 août 2022**

---

**RAPPORT SUR LA PERFORMANCE DE L'UPOV EN 2020-2021***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Le Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020-2021 a été établi conformément aux articles 2.14 et 2.14**bis** du Règlement financier et rend compte des résultats obtenus au regard des critères établis dans le projet de programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021 (document C/53/4 Rev.).

2. *Le Conseil est invité à prendre note du Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020-2021.*

[Le Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020-2021 suit]



## Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020-2021

# TABLE DES MATIÈRES

|  |           |
|--|-----------|
| <b>RÉSUMÉ .....</b>  | <b>3</b>  |
| Présentation générale .....  | 3         |
| <b>I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS .....</b>                          | <b>12</b> |
| <b>II. EXÉCUTION DU PROGRAMME .....</b>  | <b>19</b> |
| SOUS-PROGRAMME UV.1 : Politique générale en matière de protection des obtentions végétales.....            | 19        |
| SOUS-PROGRAMME UV.2 : Services fournis à l'Union en vue d'augmenter l'efficacité du système de l'UPOV..... | 26        |
| SOUS-PROGRAMME UV.3 : Aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV.....                 | 33        |
| SOUS-PROGRAMME UV.4 : Relations extérieures .....  | 43        |
| <b>III. ANNEXES.....</b>   | <b>46</b> |
| ANNEXE I Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) .....   | 46        |
| ANNEXE II Fonds de roulement et contributions .....  | 48        |
| ANNEXE III Situation en ce qui concerne l'UPOV .....   | 52        |
| ANNEXE IV Membres de l'Union .....   | 54        |
| ANNEXE V Liste des activités en 2020-2021 .....  | 55        |
| <b>IV. APPENDICE .....</b>   | <b>56</b> |
| SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....  | 56        |

# RÉSUMÉ

## Présentation générale

### Impact de la pandémie de Covid-19

L'impact de la pandémie de Covid-19 en 2020 et en 2021 a entraîné des difficultés sans précédent en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de l'UPOV dans le cadre du programme et budget approuvé pour l'exercice biennal 2020-2021. Le Bureau de l'Union a reçu le soutien sans faille des membres de l'Union et des observateurs pour faire face à la situation et adapter ses procédures de travail afin d'assurer la prestation continue de ses services et l'exécution de son programme de travail. L'UPOV bénéficie de l'appui administratif fourni par l'OMPI dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV (document UPOV/INF/8) et les mesures prises par l'OMPI ont également permis au Bureau de l'Union de passer au travail entièrement à distance en quelques jours, ce qui lui a permis de continuer à fonctionner sans perturbation majeure.

La pandémie de Covid-19 a principalement touché les réunions des organes de l'UPOV, les activités de formation et d'assistance et les relations extérieures de l'UPOV, en raison des restrictions de voyage. Concernant les réunions des organes de l'UPOV, les membres de l'Union ont rapidement adopté l'idée de passer à des réunions virtuelles et de mettre en place des procédures permettant l'examen des documents par correspondance. Ces procédures ont permis aux travaux des organes de l'UPOV de se poursuivre comme prévu, sans conséquences négatives sur l'avancement des questions de fond. Le passage au mode virtuel a d'ailleurs entraîné une forte augmentation de la participation aux réunions des groupes de travail techniques (voir figures 1 et 2), contribuant, de manière générale, à élargir les possibilités de consultation. Les mesures prises en réponse à la pandémie de Covid-19 ont également contribué à la réduction considérable de l'empreinte carbone de l'UPOV, qui a diminué de moitié entre 2019 et 2020 (voir figure 3).

Figures 1 et 2. Participation aux travaux des groupes de travail techniques

Figure 1. Nombre de participants aux réunions des TWP

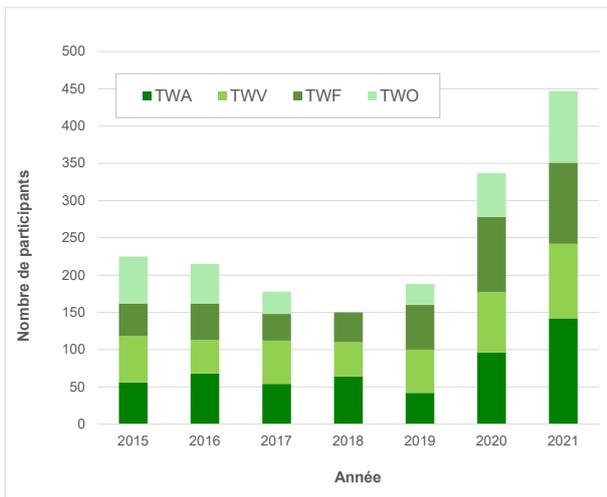
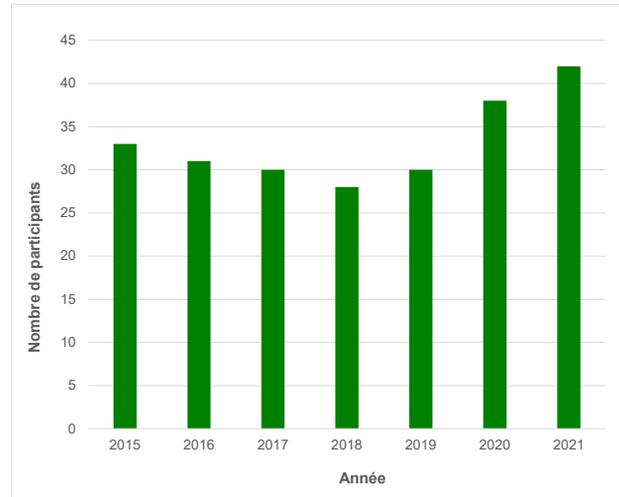


Figure 2. Nombre de membres de l'UPOV ayant participé à au moins une réunion d'un TWP



Dans la mesure du possible, les activités de formation et d'assistance ont été mises en œuvre en mode virtuel, bénéficiant également de niveaux de participation plus élevés, tout en devant trouver des moyens innovants pour garantir un réel engagement. L'absence de déplacements a eu une incidence négative sur les réunions physiques d'autres organisations, ce qui a entravé le travail de relations extérieures de l'UPOV. Toutefois, le large éventail de possibilités de réunion virtuelle a créé de nouvelles opportunités de rencontre avec les collègues, entraînant une augmentation globale de la fréquence des contacts (voir la figure 4).

Figure 3. Empreinte carbone de l'UPOV

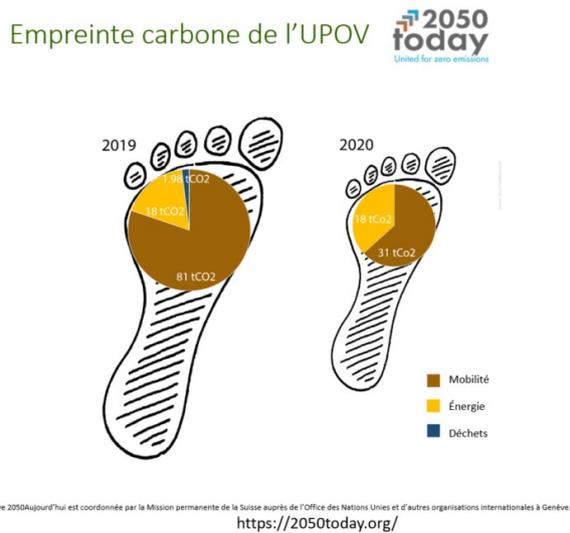
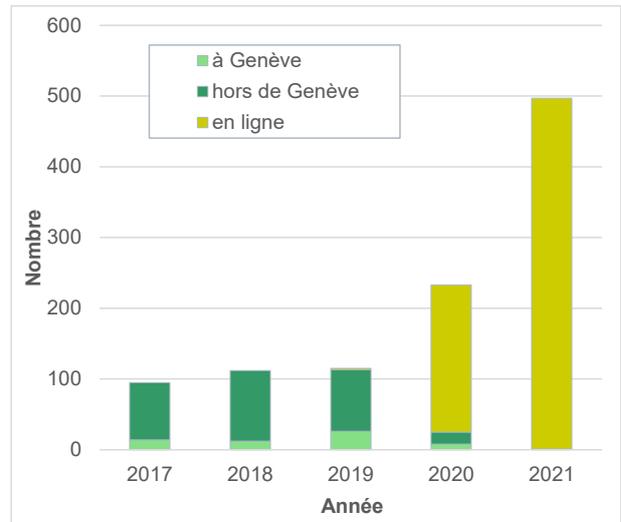


Figure 4. Nombre de missions, d'activités et de réunions impliquant l'UPOV



La mise en œuvre des mesures d'atténuation face à la Covid-19 a nécessité une réaffectation importante des ressources par rapport à ce qui était prévu. Le passage à des réunions virtuelles, associées à un examen des documents par correspondance, a permis de consacrer beaucoup plus de temps à la préparation et à l'administration des réunions. Cela a été rendu possible par la réduction du temps consacré par le personnel de l'UPOV aux déplacements et à l'organisation des voyages pour les activités physiques. En termes de ressources financières, la réduction substantielle des frais de voyage a été en partie compensée par le coût supplémentaire de la tenue des réunions virtuelles des organes de l'UPOV qui se réunissent à Genève.

### Politique générale en matière de protection des obtentions végétales (sous-programme UV.1)

#### Rôle de la protection des obtentions végétales

Compte tenu de la pandémie de Covid-19 et des préoccupations croissantes quant à la sécurité alimentaire et au changement climatique, l'adoption du texte de la question-réponse "[Comment le système de l'UPOV favorise-t-il le développement durable?](#)" s'est avérée opportune. Le texte de la question-réponse rappelle que les progrès considérables réalisés en matière de productivité agricole dans différentes régions du monde s'expliquent par l'amélioration des variétés. Les informations fournies dans le récent rapport de l'OCDE intitulé "[Making Better Policies for Food Systems](#)" ont montré à quel point les gains d'efficacité en matière de production agricole, notamment les obtentions végétales, ont permis aux agriculteurs d'intensifier la production alimentaire sans accroître la superficie des terres agricoles.

Figures 5 et 6. Rapport de l'OCDE intitulé "Making Better Policies for Food Systems"

Figure 5. Population, production alimentaire et utilisation des terres agricoles à long terme

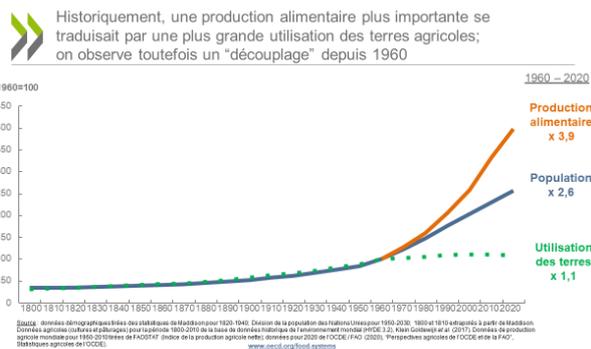
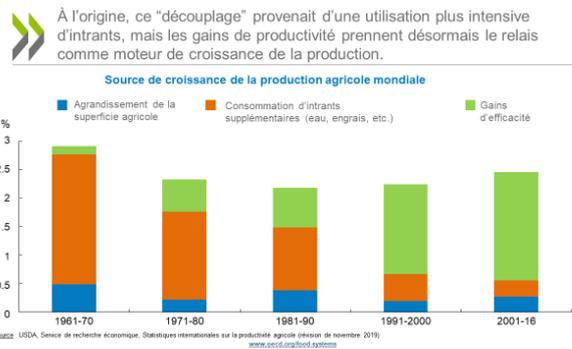


Figure 6. Sources de croissance de la production agricole mondiale, 1961-2016



Une enquête récente de l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA) a également souligné l'importance accordée par les agriculteurs aux obtentions végétales améliorées. L'enquête a ainsi révélé que plus de 7 agriculteurs interrogés sur 10 utilisent des obtentions végétales améliorées, et que plus de 90% d'entre eux estiment que la réussite de leur exploitation dépend de ces obtentions (voir figures 7 et 8). L'enquête a révélé une série de caractéristiques qui ont poussé les agriculteurs à choisir d'utiliser des obtentions végétales améliorées (voir figure 9). Plus de 9 agriculteurs sur 10 considèrent que les obtentions végétales améliorées sont importantes pour faire face au changement climatique et pour assurer la viabilité d'un système alimentaire (voir figures 10 et 11).

Figures 7 à 11. Enquête de l'OMA

Figure 7. Les agriculteurs utilisent-ils des obtentions végétales améliorées?

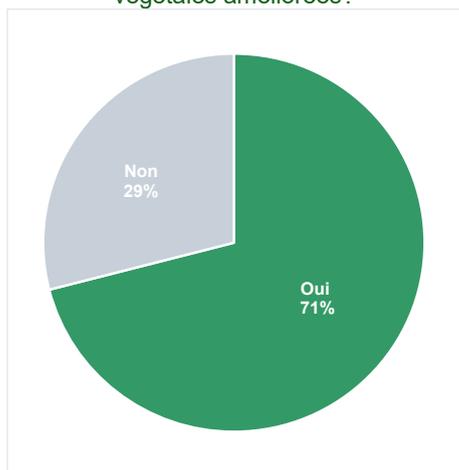


Figure 8. Si oui, quel crédit accordent-ils à ces obtentions végétales améliorées dans la réussite de leur exploitation?

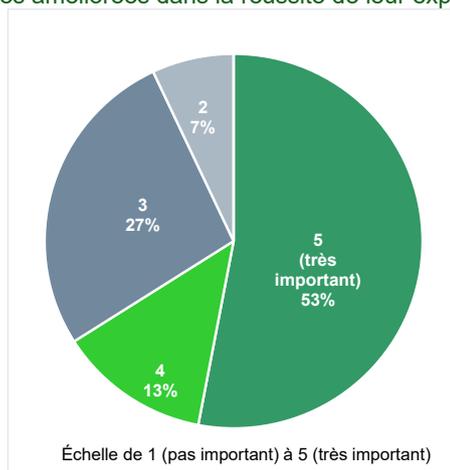


Figure 9. Si oui, pour quelles raisons?



Figure 10. Pourcentage des personnes interrogées considérant que les obtentions végétales améliorées sont importantes pour faire face au changement climatique

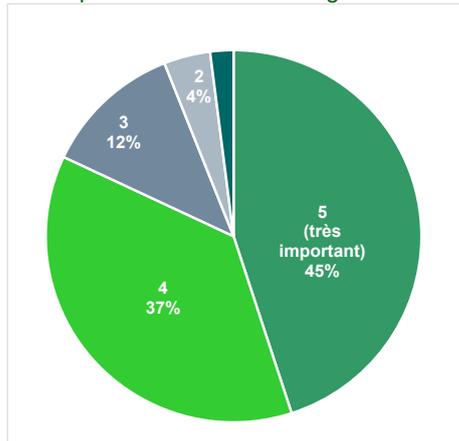
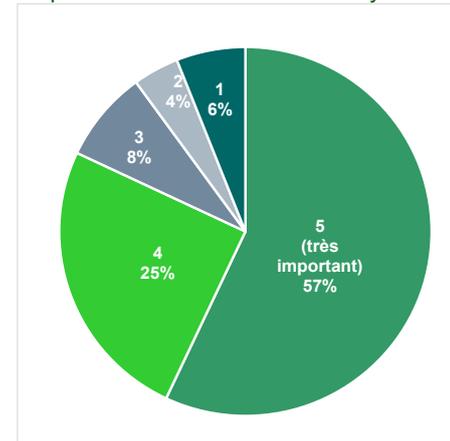


Figure 11. Pourcentage des personnes interrogées considérant que les obtentions végétales améliorées sont importantes pour assurer la viabilité d'un système alimentaire



L'attention accrue portée au changement climatique et à l'élaboration de systèmes alimentaires plus durables a amené le Conseil à organiser un "Séminaire relatif aux stratégies en matière de politiques concernant la sélection végétale et la protection des variétés végétales" en octobre 2021. Le séminaire a fourni l'occasion d'échanger des informations et des données d'expérience sur les stratégies en matière de sélection végétale et de protection des obtentions végétales traitant des questions de politique générale.

Les membres de l'Union qui ont contribué au séminaire ont mis en évidence une série de politiques qui sont appuyées par la sélection végétale et la protection des obtentions végétales, notamment :

- la sécurité alimentaire
- l'adaptation au changement climatique et son atténuation
- la création d'emplois
- la création de richesse
- l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs
- les partenariats public-privé-producteur
- l'investissement dans le domaine de la sélection végétale
- la diversité des sélectionneurs et la sélection végétale

Dans ses conclusions, M. Marien Valstar, président du Conseil de l'UPOV, a souligné que la sélection végétale et l'amélioration des variétés constituaient un élément important de la solution à apporter pour atteindre les principaux objectifs en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture durable, de développement économique et d'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs, y compris des petits exploitants agricoles.

Il a relevé que les intervenants avaient également indiqué que des améliorations étaient nécessaires à l'échelle internationale, notamment qu'il convenait de s'assurer que les variétés améliorées parviennent aux agriculteurs auxquels elles sont les plus profitables. Comme tous les agriculteurs, les petits exploitants agricoles du monde entier ont besoin d'avoir accès à de meilleures variétés. Il a évoqué les discussions menées au sein de l'UPOV pour élaborer des orientations concernant les petits exploitants agricoles en lien avec l'utilisation à titre privée et à des fins non commerciales pour montrer que le système de l'UPOV peut également bénéficier aux petits exploitants agricoles. À la suite du séminaire, le Comité consultatif a décidé d'établir un groupe de travail chargé d'élaborer des orientations concernant les petits exploitants agricoles en lien avec l'utilisation à titre privée et à des fins non commerciales.

M. Valstar a noté que les intervenants avaient évoqué à maintes reprises l'impact du changement climatique et la nécessité pour l'agriculture de s'y adapter et d'en atténuer les effets. Il a fait remarquer que la sélection végétale et, par conséquent, l'UPOV, avaient un rôle important à jouer, mais que très peu de temps avait pu être consacré pour approfondir le sujet lors du séminaire. Il a ainsi suggéré de prévoir une nouvelle occasion d'étudier ce sujet essentiel. En réponse à cette suggestion, le Conseil a approuvé l'organisation, en 2022, d'un séminaire pour étudier le rôle de la sélection végétale et de la protection des obtentions végétales dans la capacité de l'agriculture à s'adapter au changement climatique et à l'atténuer.

Le rôle de la protection des obtentions végétales dans l'appui des politiques importantes est un facteur clé de l'intérêt des pays pour l'adhésion à l'UPOV. L'adhésion de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Ghana en 2021 témoigne de l'intérêt croissant pour l'adhésion à l'UPOV. Fin 2021, l'UPOV comptait 78 membres représentant 97 États.

Le principal avantage de l'adhésion à l'UPOV reste l'incitation à encourager l'obtention de variétés qui répondent aux besoins des agriculteurs et de la société dans son ensemble. Toutefois, le soutien pratique que l'adhésion à l'UPOV apporte au fonctionnement d'un système efficace de protection des obtentions végétales est un élément important pour les nouveaux membres potentiels de l'Union.

## Services fournis à l'Union en vue d'augmenter l'efficacité du système de l'UPOV (sous-programme UV.2)

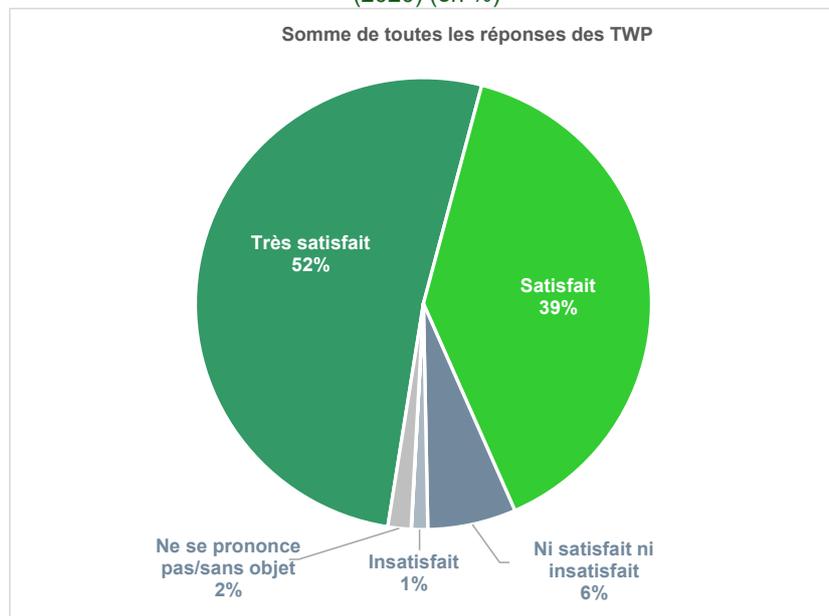
En réponse à la pandémie de Covid-19, toutes les réunions des organes de l'UPOV en 2020 et 2021 ont été tenues par des moyens virtuels. Pour les organes de l'UPOV qui se réunissent à Genève, une procédure a également été mise en place pour permettre l'examen des documents par correspondance. Dans le cas des groupes de travail techniques (TWP), des commentaires sur les documents ont été sollicités en amont et ont servi de base aux délibérations lors des réunions. Ces procédures ont permis aux organes de l'UPOV de poursuivre leurs travaux comme prévu, sans ralentir l'examen des questions de fond.

## Travaux des organes de l'UPOV

Dans le but d'améliorer l'efficacité des travaux de l'UPOV, le Conseil a approuvé la création et le mandat du Groupe de travail technique sur les méthodes et techniques d'essai (TWM), qui englobera les travaux du Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur (TWC) et du Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires (BMT), à compter de 2022. À l'heure où les progrès technologiques et la numérisation s'accroissent, la création d'un groupe de travail technique unique chargé d'examiner ces évolutions dans le cadre des travaux techniques de l'UPOV permettra d'être mieux en prise avec l'actualité dans ce domaine en disposant d'un centre de coordination clair.

S'agissant de TWP, le passage aux réunions virtuelles a entraîné une participation nettement plus importante que les années précédentes (voir les figures 1 et 2). Dans l'ensemble, le nombre de participants a plus que doublé par rapport à 2019. De plus, le nombre de membres de l'Union ayant participé à un TWP est passé de 30 en 2019 à 42 en 2021. Une enquête menée auprès des participants aux TWP en 2020 (voir la figure 12) a révélé un niveau élevé de satisfaction à l'égard des réunions dans l'ensemble, plus de 90% des participants étant satisfaits ou très satisfaits des réunions.

Figure 12. Satisfaction générale des participants aux réunions virtuelles des TWP (2020) (en %)



Sur la base de l'expérience acquise lors des réunions virtuelles du groupe de travail, le TC a convenu d'un certain nombre de mesures concernant la participation physique et virtuelle aux futures réunions du groupe, notamment :

- l'organisation d'ateliers préparatoires sous la forme d'une série de webinaires, qui seraient enregistrés et mis à disposition en ligne;
- la soumission des observations et questions relatives aux documents de réunion du TW avant les sessions;
- l'organisation des sessions du TWP une année sous la forme de réunions virtuelles et l'année suivante sous la forme de réunions en présentiel. Au moins deux réunions des TWP se tiendraient chaque année civile, pour garantir que les experts soient en mesure de participer par voie électronique à tous les examens des principes directeurs d'examen, des documents TGP et TWP;
- l'organisation de visites techniques par des moyens virtuels : une invitation ouverte proposerait à tout membre de l'UPOV de présenter un exposé sur les aspects de ses systèmes d'examen au moyen de présentations, de vidéos ou de démonstrations en ligne (p. ex. examen DHS de certaines plantes, procédures d'examen, analyse d'images, configuration de l'essai);
- la mise à disposition, par les hôtes des sessions des TWP organisées en présentiel, de la participation électronique;
- l'organisation du TWM par des moyens virtuels en 2022, la nécessité de se réunir physiquement à l'avenir devant être évaluée en fonction de l'éventail des sujets à couvrir.

Le TC a également conclu qu'il serait opportun de mener une enquête sur les besoins des membres et des observateurs concernant les TWP à sa cinquante-huitième session. L'enquête vise à évaluer les besoins des membres de l'Union et des observateurs en ce qui concerne les orientations techniques fournies par l'UPOV et à déterminer si ces besoins sont satisfaits par les groupes de travail dans leur format actuel. L'enquête est entreprise dans le contexte de l'évolution des travaux des TWP. Par exemple, les figures 13 et 14 montrent la réduction progressive du nombre de nouveaux principes directeurs d'examen et de nouveaux documents TGP en cours d'élaboration.

Figure 13. Nombre de principes directeurs d'examen examinés par les TWP

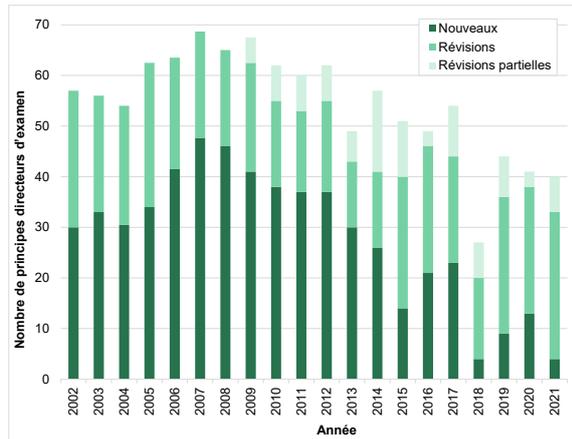
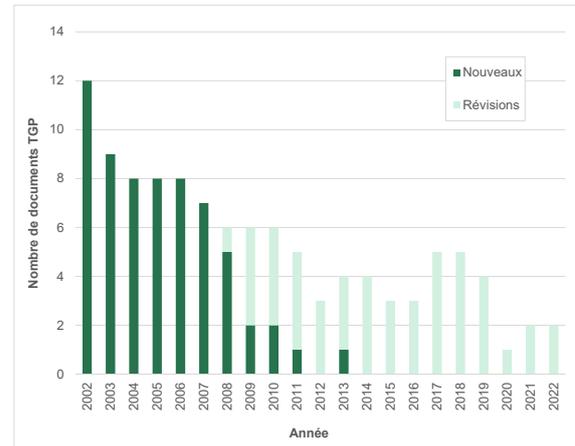


Figure 14. Nombre de documents TGP examinés par les TWP



Contrairement aux réunions des TWP, le nombre de membres de l'Union participant aux réunions virtuelles des organes de l'UPOV qui se réunissent à Genève (Conseil, Comité consultatif, CAJ et TC) a été similaire à celui des années précédentes (voir les figures 21 et 22 pour le sous-programme UV.1 et les figures 31 et 32 pour le sous-programme UV.2). Il est possible que les modalités d'approbation des documents par correspondance avant les sessions de l'UPOV aient induit une baisse d'intérêt à participer aux réunions. En outre, la procédure d'approbation des documents par correspondance a nécessité plusieurs cycles de consultation, créant de nouvelles exigences pour les membres de l'Union et les observateurs et augmentant considérablement le travail administratif nécessaire pour organiser les sessions.

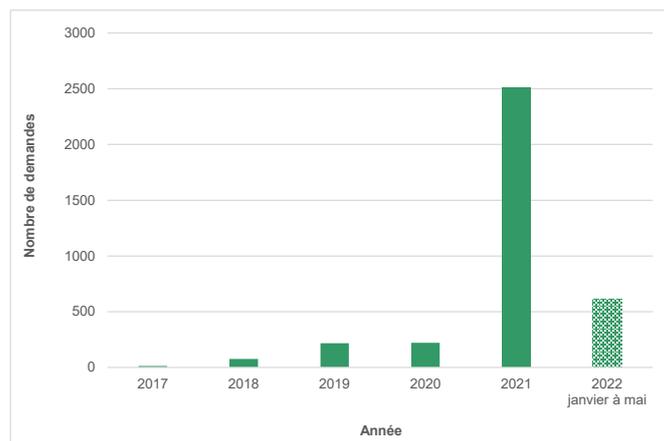
## Services de l'UPOV

### UPOV PRISMA

L'introduction d'UPOV PRISMA en 2017 a représenté une évolution importante dans la facilitation des demandes de droits d'obtenteur. À la fin de 2021, 36 membres de l'Union couvrant 75 États participaient à UPOV PRISMA.

La figure ci-après montre l'évolution de l'utilisation d'UPOV PRISMA depuis son lancement.

Figure 15. Nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA (annuel)



## Base de données PLUTO

La nouvelle version de la base de données sur les variétés végétales PLUTO a été lancée le 11 octobre 2021. La nouvelle version comportera deux niveaux de service : un service standard, dans le cadre duquel les utilisateurs pourront effectuer des recherches dans la base de données PLUTO et afficher les résultats; et un service premium, dans le cadre duquel les utilisateurs pourront télécharger des données sans restriction de quantité et auront accès à un nombre illimité de résultats de recherche et de demandes de recherche enregistrées. La cotisation annuelle pour le service Premium est de 750 francs suisses.

Une période d'essai gratuite était disponible pour le service Premium du 11 octobre au 5 novembre 2021. Fin 2021, le nombre d'utilisateurs était le suivant :

| Service  | Nombre d'utilisateurs |
|--|-----------------------|
| Service Standard   | 1131                  |
| Fonctionnaires remplissant les conditions requises                     | 97                    |
| Période d'essai gratuite du service Premium                            | 29                    |
| Service Premium  | 29                    |
| Contributeur dans le domaine de la protection des obtentions végétales | 28                    |

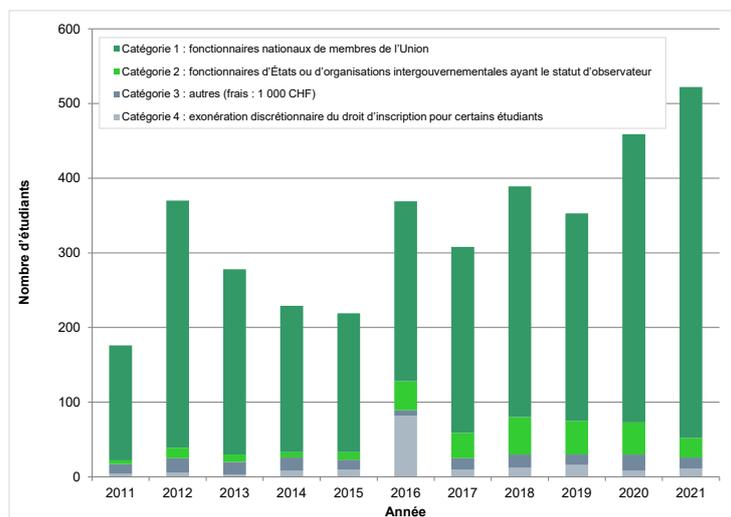
## Technologies de traduction automatique

Le Conseil a adopté la politique en matière de traduction de l'UPOV, dont un élément important a été l'introduction de l'utilisation des technologies de traduction automatique. Les technologies de traduction automatique neuronale seront utilisées pour réduire au minimum les coûts de traduction ainsi que pour accroître la disponibilité du matériel de l'UPOV dans plusieurs langues. Une phase d'essai de deux ans sera mise en place pour l'utilisation de la traduction automatique neuronale des documents des sessions de 2022 et 2023 de l'UPOV. Durant la phase d'essai, toutes les traductions automatiques incluront une postédition superficielle. Un rapport sur la phase de mise en place sera présenté au Comité consultatif à sa session de 2023. Le Comité consultatif décidera alors de revoir ou de valider la politique relative à l'utilisation de la traduction automatique.

## Aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV (sous-programme UV.3)

La pandémie de Covid-19 a eu une incidence majeure sur les activités de formation et d'assistance de l'UPOV. Dans la mesure du possible, les activités de formation et d'assistance ont été mises en œuvre selon des modalités virtuelles, bénéficiant ainsi de niveaux de participation plus élevés tout en devant trouver des moyens novateurs pour assurer un engagement réel. Comme indiqué dans la présentation générale, la réduction du nombre de missions et d'activités a par ailleurs été compensée par un grand nombre de réunions virtuelles au cours desquelles des questions ont pu être débattues dans des délais relativement courts grâce à la disponibilité accrue de personnes qui auraient normalement dû se déplacer. En 2020 et 2021, le nombre de participants au cours d'enseignement à distance DL-205 de l'UPOV a augmenté de manière significative, en raison d'une participation accrue des fonctionnaires des membres de l'Union (voir la figure 16).

Figure 16. Participants aux sessions principales du cours DL-205 par catégorie d'inscription

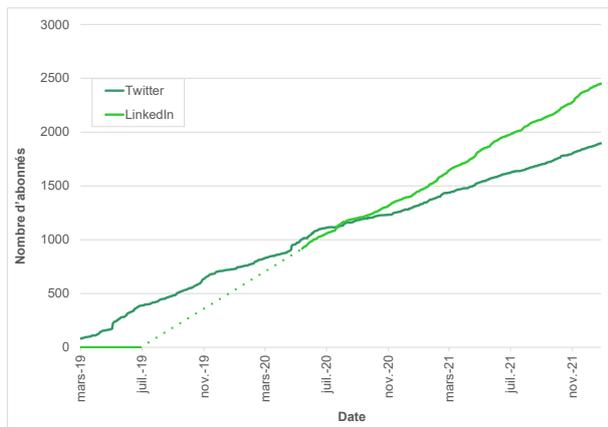


## Relations extérieures (sous-programme UV.4)

La pandémie de Covid-19 a eu une incidence majeure sur les relations extérieures, en raison des restrictions de voyage. Toutefois, la palette d'options de réunion virtuelle a créé de nouvelles possibilités de rencontre avec les fonctionnaires et les autres parties prenantes, générant une augmentation de la fréquence des contacts (voir la figure 4).

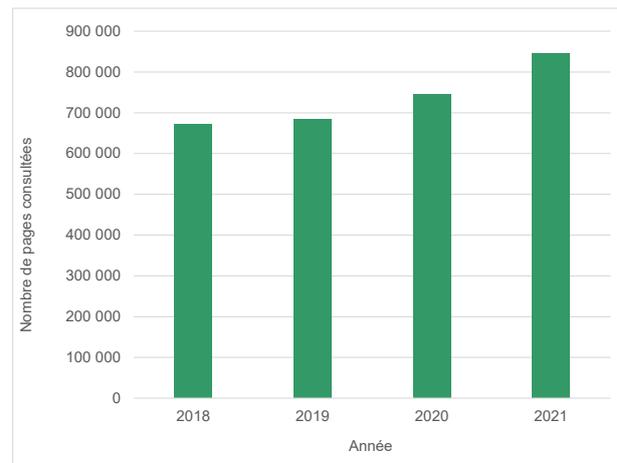
En 2019, la création des comptes Twitter @UPOVint et @vsgupov ainsi que l'utilisation active du profil de l'UPOV sur LinkedIn ont constitué une évolution importante. Lors de l'exercice biennal 2020-2021, le nombre d'abonnés a continué d'augmenter. Outre la sensibilisation directe obtenue grâce aux publications effectuées sur les réseaux sociaux, d'autres indicateurs témoignent de l'augmentation consécutive du nombre de visiteurs ("visites") et de sessions sur le site Web de l'UPOV (voir les figures 17 et 18).

Figure 17. Abonnés du compte Twitter @UPOVint et du profil de l'UPOV sur LinkedIn



Note : Données suivies du profil de l'UPOV sur LinkedIn à compter du 17 mai 2020.  
Données suivies du compte @UPOVint à compter du 4 mars 2019.

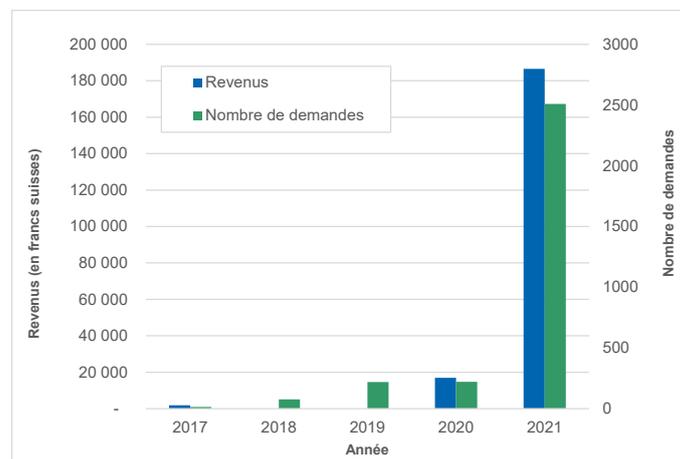
Figure 18. Nombre de visites sur le site Web de l'UPOV



## Performance financière

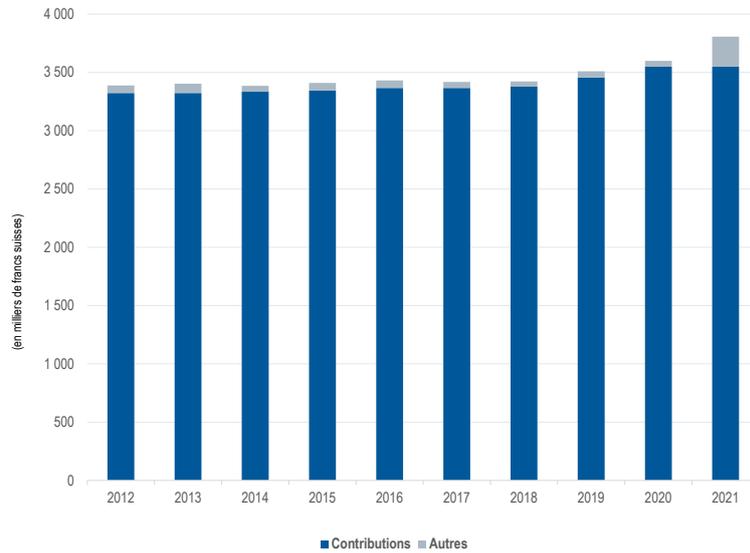
La valeur d'une unité de contribution n'a pas augmenté depuis plus de 25 ans et il est évident que le renouvellement du personnel de l'UPOV est un défi majeur. Le rapport d'évaluation effectué en 2016 par la Division de la supervision interne (DSI) de l'OMPI, intitulé "Évaluation de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)" recommandait que l'UPOV envisage d'élaborer un plan pour diversifier ses sources de revenus afin d'assurer et de renforcer la viabilité des activités et services existants. Les mesures visant à diversifier les sources de revenus de l'UPOV ont été axées sur la création de revenus à partir d'UPOV PRISMA et de la base de données PLUTO.

Figure 19. UPOV PRISMA : nombre de demandes et revenus



La proportion des revenus ne provenant pas des contributions des membres de l'Union est passée de 1,3% en 2018 à 6,8% en 2021. Parallèlement à cette augmentation, les revenus provenant des contributions des membres de l'Union ont augmenté de 5,1% au cours de la même période, ce qui signifie que les revenus ont augmenté de 11,2% entre 2018 et 2021.

Figure 20. Revenus de l'UPOV



# I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS

## Principaux éléments financiers

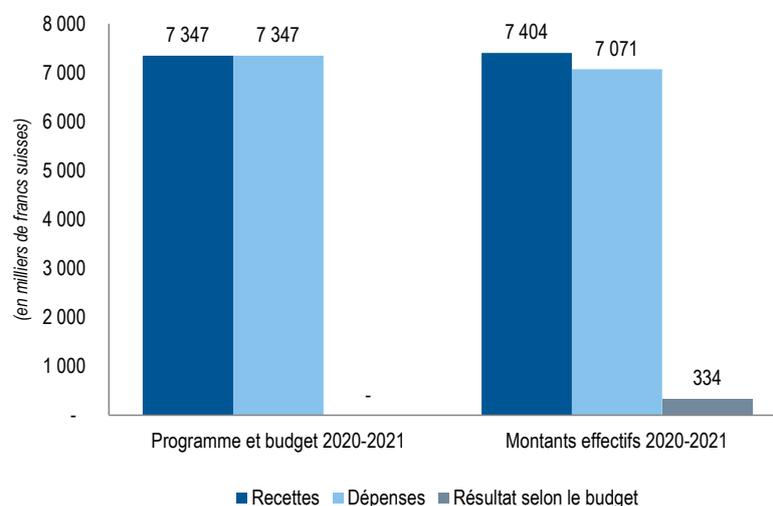
Le tableau 1 ci-dessous présente le résultat budgétaire global réalisé par l'UPOV, ainsi que les fonds de réserve et de roulement pour l'exercice biennal 2020-2021. Au total, les recettes (avant les ajustements IPSAS) se sont élevées à 7,4 millions de francs suisses et les dépenses à 7,1 millions de francs suisses, soit un excédent budgétaire de 0,3 million de francs suisses pour 2020-2021.

Fin 2021, le total des fonds de réserve et de roulement s'élevait à -0,6 million de francs suisses, à savoir 0,8 million de francs suisses dans le fonds de réserve, 0,6 million de francs suisses dans le fonds de roulement et des pertes actuarielles dans les actifs nets de 2 millions de francs suisses.

**Tableau 1. Principaux éléments financiers en 2020-2021**  
(en milliers de francs suisses)

| Principaux éléments financiers                                      | Programme et budget 2020-2021 | Montants effectifs 2020-2021 | Montants effectifs 2020-2021 par rapport au programme et budget |
|---|-------------------------------|------------------------------|---|
| Recettes  | 7 347                         | 7 404                        | 101%  |
| Dépenses  | 7 347                         | 7 071                        | 96%   |
| <b>Résultat selon le budget</b>                                     | -                             | <b>334</b>                   | <b>n.d.</b>   |
| Ajustements IPSAS apportés aux recettes du budget ordinaire         |                               | 64                           |   |
| Ajustements IPSAS apportés aux dépenses du budget ordinaire         |                               | (415)                        |   |
| <b>Excédent/(déficit)</b>   |                               | <b>(17)</b>                  |   |
| <b>Fonds de réserve et de roulement (FRR)</b>                       |                               |                              |   |
| Fonds de réserve  |                               | 793                          |   |
| Fonds de roulement  |                               | 575                          |   |
| Gains/(pertes) actuariels par le biais des actifs nets              |                               | (2 009)                      |   |
| <b>Total des fonds de réserve et de roulement en fin d'exercice</b> |                               | <b>(641)</b>                 |   |

**Graphique 1. Recettes, dépenses et résultat budgétaire en 2020-2021**



Note : la somme des montants figurant dans les tableaux dans l'ensemble du document ne correspond pas forcément au total, les chiffres ayant été arrondis.

## Recettes

Les recettes effectives pour 2020-2021 se sont élevées à 7,4 millions de francs suisses, conformément aux prévisions biennales. Voir le tableau 2 ci-dessous.

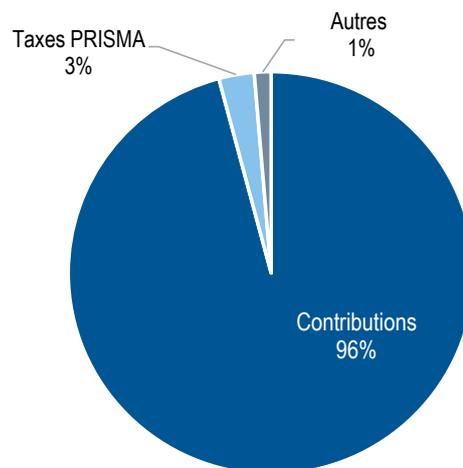
Les contributions sont restées de loin la source de recettes la plus importante, représentant 95,8% des recettes totales. L'augmentation des recettes provenant des contributions s'explique par l'augmentation du nombre d'unités de contribution de la Chine de 0,5 unité en 2019 à 2 unités en 2020-2021, par l'augmentation des recettes provenant des taxes UPOV PRISMA (+2,7% par rapport aux prévisions biennales) et par l'augmentation des recettes provenant des cours d'enseignement à distance. Cette hausse a été partiellement compensée par la diminution des redevances PLUTO (lancement retardé de la nouvelle version) et par la baisse des recettes provenant des coûts d'appui au programme liés aux fonds fiduciaires. Cette dernière est due à une diminution des activités générant des frais de déplacement du fait de la pandémie de Covid-19.

**Tableau 2. Recettes en 2020-2021**  
(en milliers de francs suisses)

| Recettes  | Prévisions<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>en 2020-2021 par rapport<br>aux prévisions |
|---|-------------------------|---------------------------------|--|
| Contributions (unitaires)                               | 6 946                   | 7 097                           | 102%   |
| Taxes UPOV PRISMA et redevances PLUTO                   | 250                     | 209                             | 83%  |
| Coûts d'appui au Programme de fonds fiduciaire          | 121                     | 74                              | 61%  |
| Frais d'inscription aux cours d'enseignement à distance | 30                      | 41                              | 137%   |
| Recettes accessoires <sup>1</sup>                       | -                       | (16)                            | n.d.   |
| <b>Total</b>  | <b>7 347</b>            | <b>7 404</b>                    | <b>101%</b>  |

<sup>1</sup>. Les recettes accessoires concernent principalement les gains/(pertes) de change non réalisés résultant du processus de réévaluation des comptes de trésorerie et des autres actifs et passifs (devises autres que le franc suisse).

**Graphique 2. Répartition des recettes par provenance en 2020-2021**



## Dépenses

Les dépenses effectives se sont élevées à 7,1 millions de francs suisses en 2020-2021, soit 0,3 million de francs suisses ou 4% de moins que le programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021. Elles sont présentées dans le tableau 3 et par sous-programme dans le tableau 4 et le tableau 5.

**Tableau 3. Budget par rapport aux dépenses par objet de dépense en 2020-2021**  
(en milliers de francs suisses)

| Objet de dépense                             | Programme et budget<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>2020-2021 par rapport au<br>programme et budget |
|--|----------------------------------|---------------------------------|---|
| <b>Ressources en personnel</b>               |                                  |                                 |   |
| Postes                                       | 4 688                            | 4 363                           | 93%   |
| Temporaires                                  | 251                              | 188                             | 75%   |
| Autres dépenses de personnel                 | -                                | 1                               | n.d.  |
| <b>Total, Ressources en personnel</b>        | <b>4 939</b>                     | <b>4 552</b>                    | <b>92%</b>  |
| <b>Autres ressources</b>                     |                                  |                                 |   |
| <b>Stages et bourses</b>                     |                                  |                                 |   |
| Stages                                       | 5                                | -                               | -   |
| Bourses                                      | 65                               | 24                              | 38%   |
| <i>Sous-total stages et bourses</i>          | <b>69</b>                        | <b>24</b>                       | <b>35%</b>  |
| <b>Voyages</b>                               |                                  |                                 |   |
| Missions de fonctionnaires                   | 500                              | 29                              | 6%  |
| Voyages de tiers                             | 25                               | 2                               | 9%  |
| <i>Sous-total voyages</i>                    | <b>525</b>                       | <b>31</b>                       | <b>6%</b>   |
| <b>Services contractuels</b>                 |                                  |                                 |   |
| Conférences                                  | 160                              | 158                             | 99%   |
| Publications                                 | -                                | -                               | n.d.  |
| Services contractuels de personnes           | 20                               | 32                              | 159%  |
| Autres services contractuels                 | 385                              | 997                             | 259%  |
| <i>Sous-total services contractuels</i>      | <b>565</b>                       | <b>1 187</b>                    | <b>210%</b>   |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>            |                                  |                                 |   |
| <i>Sous-total dépenses de fonctionnement</i> | <b>1 239</b>                     | <b>1 272</b>                    | <b>103%</b>   |
| <b>Matériel et fournitures</b>               |                                  |                                 |   |
| Mobilier et matériel                         | 5                                | -                               | -   |
| Fournitures                                  | 5                                | 4                               | 83%   |
| <i>Sous-total matériel et fournitures</i>    | <b>10</b>                        | <b>4</b>                        | <b>42%</b>  |
| <b>Total, Autres ressources</b>              | <b>2 408</b>                     | <b>2 518</b>                    | <b>105%</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>7 347</b>                     | <b>7 071</b>                    | <b>96%</b>  |

## Ressources en personnel

Le montant total des dépenses de personnel s'est élevé à 4,6 millions de francs suisses, soit 0,4 million de francs suisses ou 8% de moins que le programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021. La baisse des dépenses de personnel s'explique principalement par les économies réalisées sur les postes vacants et les postes temporaires (retard dans le processus de recrutement), ainsi que par la baisse des dépenses sur les postes occupés (baisse des allocations pour charges de famille, réduction des dépenses au titre de l'indemnité pour frais d'études, réduction des congés dans les foyers en raison de la pandémie de Covid-19 et réduction des heures supplémentaires).

## Autres ressources

Les dépenses liées aux stages et aux bourses ont été inférieures aux prévisions (35% du budget biennal) car la pandémie de Covid-19 a empêché le boursier de voyager et a rendu impossible le recrutement d'un autre boursier pour le remplacer.

Les dépenses liées aux voyages, à la formation et aux indemnités en 2020 et 2021 n'ont représenté que 6% du budget biennal en raison de la pandémie de Covid-19.

Services contractuels :

*Conférences* : les dépenses relatives aux conférences ont été inférieures aux prévisions biennales. Toutefois, si les coûts d'organisation d'événements à l'intention des participants ont pu être évités grâce à la tenue des réunions sous forme virtuelle, des coûts supplémentaires (59 579 francs suisses) ont été engagés pour la plateforme de réunion virtuelle, comme indiqué sous "Autres services contractuels".

*Publications* : aucune dépense au titre des publications n'a été consentie en 2020 et 2021.

*Services contractuels de personnes* : les dépenses relatives aux services contractuels de personnes ont été supérieures au budget biennal.

*Autres services contractuels* : les dépenses réelles pour les autres services contractuels ont été nettement supérieures au budget biennal. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des dépenses pour : i) la mise au point et la tenue à jour de PLUTO, de ePVP (administration électronique de la protection des obtentions végétales) et du modèle de principes directeurs d'examen (un outil en ligne permettant aux experts d'élaborer des principes directeurs d'examen) et ii) l'appui administratif (projets informatiques et coordination des manifestations/réunions).

Les dépenses de fonctionnement pour 2020 et 2021 ont été conformes aux prévisions budgétaires.

Les dépenses liées au matériel et aux fournitures ont été inférieures aux prévisions budgétaires.

**Tableau 4. Budget par rapport aux dépenses par sous-programme en 2020-2021**  
(en milliers de francs suisses)

|  | Programme et budget<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>2020-2021 | Montants effectifs<br>2020-2021 par rapport au<br>programme et budget |
|--|----------------------------------|---------------------------------|---|
| UV.1 : Politique générale en matière de protection des obtentions végétales            | 798                              | 833                             | 104%  |
| UV.2 : Services fournis à l'Union en vue d'augmenter l'efficacité du système de l'UPOV | 4 268                            | 4 501                           | 105%  |
| UV.3 : Aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV                 | 1 633                            | 1 286                           | 79%   |
| UV.4 : Relations extérieures   | 648                              | 449                             | 69%   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>7 347</b>                     | <b>7 071</b>                    | <b>96%</b>  |

**Tableau 5. Détails des dépenses par sous-programme en 2020 et 2021**  
(en milliers de francs suisses)

| Objet de dépense                             | Sous-programmes |              |              |            | Total        |
|--|-----------------|--------------|--------------|------------|--------------|
|  | UV.1            | UV.2         | UV.3         | UV.4       |              |
| <b>Ressources en personnel</b>               |                 |              |              |            |              |
| Postes                                       | 748             | 2 053        | 1 153        | 409        | 4 363        |
| Temporaires                                  | 38              | 19           | 103          | 28         | 188          |
| Autres dépenses de personnel                 | 0               | 1            | 0            | 0          | 1            |
| <b>Total, Ressources en personnel</b>        | <b>786</b>      | <b>2 072</b> | <b>1 256</b> | <b>437</b> | <b>4 552</b> |
| <b>Autres ressources</b>                     |                 |              |              |            |              |
| <b>Stages et bourses</b>                     |                 |              |              |            |              |
| Stagiaires                                   | -               | -            | -            | -          | -            |
| Bourses                                      | -               | 24           | -            | -          | 24           |
| <b>Sous-total stages et bourses</b>          | <b>-</b>        | <b>24</b>    | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>24</b>    |
| <b>Voyages</b>                               |                 |              |              |            |              |
| Missions de fonctionnaires                   | -               | 0            | 16           | 12         | 29           |
| Voyages de tiers                             | -               | 0            | 2            | -          | 2            |
| <b>Sous-total voyages</b>                    | <b>-</b>        | <b>0</b>     | <b>18</b>    | <b>12</b>  | <b>31</b>    |
| <b>Services contractuels</b>                 |                 |              |              |            |              |
| Conférences                                  | 35              | 116          | 7            | -          | 158          |
| Publications                                 | -               | -            | -            | -          | -            |
| Services contractuels de personnes           | -               | 32           | 0            | -          | 32           |
| Autres services contractuels                 | 7               | 985          | 5            | -          | 997          |
| <b>Sous-total services contractuels</b>      | <b>43</b>       | <b>1 133</b> | <b>12</b>    | <b>-</b>   | <b>1 187</b> |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>            |                 |              |              |            |              |
| <b>Sous-total dépenses de fonctionnement</b> | <b>0</b>        | <b>1 272</b> | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>1 272</b> |
| <b>Matériel et fournitures</b>               |                 |              |              |            |              |
| Mobilier et matériel                         | -               | -            | -            | -          | -            |
| Fournitures                                  | 4               | -            | -            | -          | 4            |
| <b>Sous-total matériel et fournitures</b>    | <b>4</b>        | <b>-</b>     | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>4</b>     |
| <b>Total, Autres ressources</b>              | <b>47</b>       | <b>2 429</b> | <b>30</b>    | <b>12</b>  | <b>2 518</b> |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>833</b>      | <b>4 501</b> | <b>1 286</b> | <b>449</b> | <b>7 071</b> |

Note : les dépenses de personnel au titre des autres dépenses de personnel pour UV.1, UV.3 et UV.4 s'élèvent respectivement à 193 francs suisses, 309 francs suisses et 108 francs suisses. Les autres dépenses au titre des missions de fonctionnaires pour UV.2 s'élèvent à 251 francs suisses. Les autres dépenses au titre des voyages de tiers pour UV.2 s'élèvent à 77 francs suisses. Les autres dépenses au titre des services contractuels de personnes pour UV.3 s'élèvent à 200 francs suisses. Les autres dépenses au titre des dépenses de fonctionnement pour UV.1 s'élèvent à 326 francs suisses.

## Ressources

Le nombre de postes par catégorie est présenté dans le tableau 6 ci-dessous. Il n'y a pas eu de changement dans le nombre total de postes lors de l'exercice biennal 2020-2021. Le poste de secrétaire général est compris dans le décompte des postes, mais n'entraîne aucun coût, étant donné que le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV.

**Tableau 6. Postes inscrits au budget et postes effectifs en 2020-2021**

| Catégorie de postes | Postes inscrits au budget pour 2020-2021 | Postes effectifs 2020-2021 | Différence |
|---------------------|--|----------------------------|------------|
| Directeurs          | 3  | 3                          | -          |
| Professionnels      | 5  | 5                          | -          |
| Services généraux   | 4  | 4                          | -          |
| <b>TOTAL</b>        | <b>12</b>                                | <b>12</b>                  | <b>-</b>   |

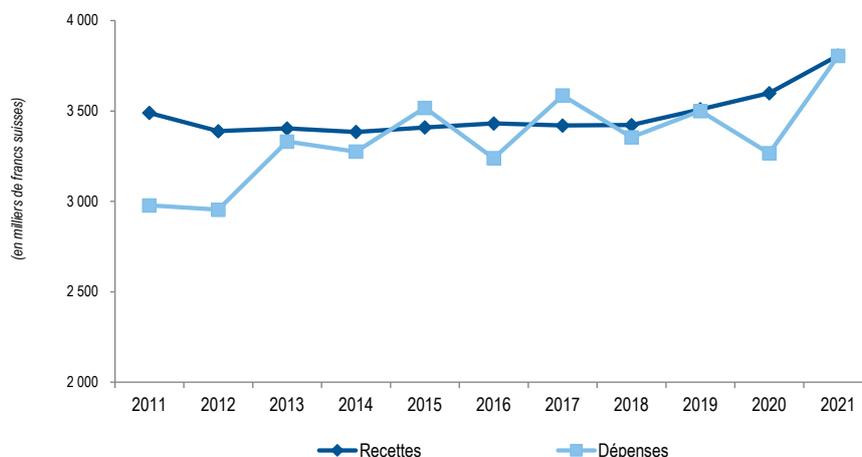
## Évolution des recettes et des dépenses

L'évolution globale des recettes et des dépenses effectives (avant ajustements IPSAS) est présentée ci-dessous dans le tableau 7 pour la période allant de 2011 à 2021.

**Tableau 7. Évolution des recettes et des dépenses effectives de 2011 à 2021**  
(en milliers de francs suisses)

|                                 | Montants effectifs |            |           |            |              |            |              |           |          |            |          |
|---------------------------------|--------------------|------------|-----------|------------|--------------|------------|--------------|-----------|----------|------------|----------|
|                                 | 2011               | 2012       | 2013      | 2014       | 2015         | 2016       | 2017         | 2018      | 2019     | 2020       | 2021     |
| Recettes                        | 3 489              | 3 388      | 3 403     | 3 384      | 3 409        | 3 431      | 3 420        | 3 422     | 3 509    | 3 598      | 3 806    |
| Dépenses                        | 2 978              | 2 954      | 3 331     | 3 275      | 3 517        | 3 239      | 3 586        | 3 355     | 3 500    | 3 267      | 3 804    |
| <b>Résultat selon le budget</b> | <b>511</b>         | <b>434</b> | <b>72</b> | <b>109</b> | <b>(109)</b> | <b>192</b> | <b>(166)</b> | <b>67</b> | <b>9</b> | <b>332</b> | <b>2</b> |

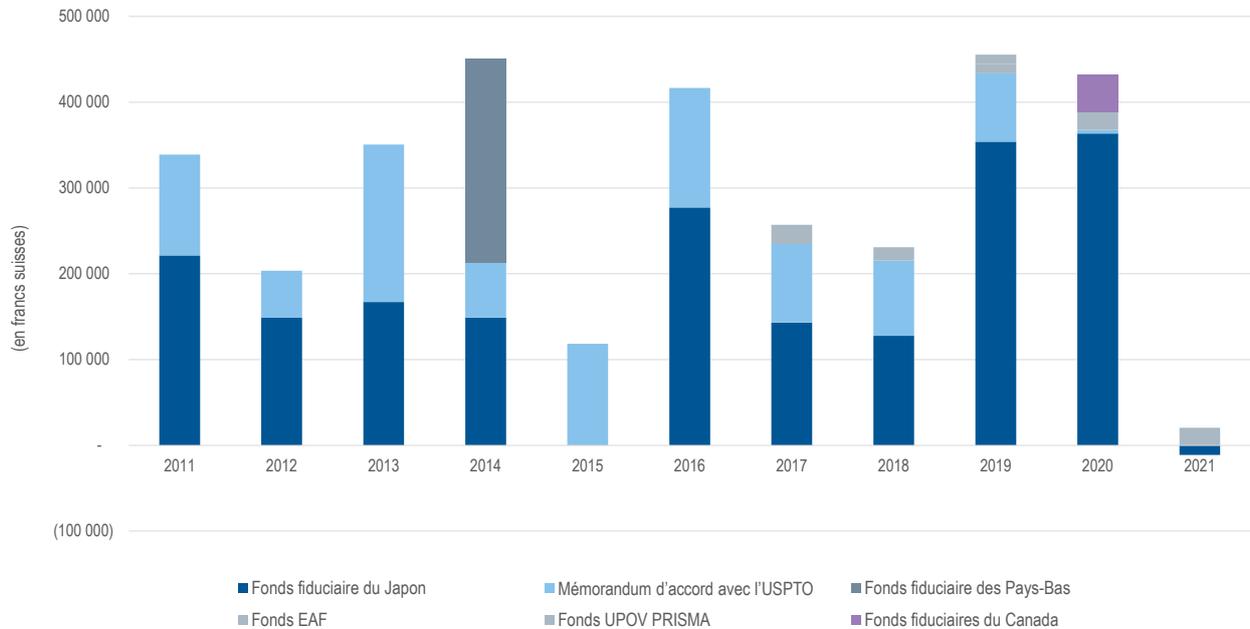
**Graphique 3. Évolution des recettes et des dépenses de 2011 à 2021**



## Fonds fiduciaires (fonds extrabudgétaires)

L'évolution globale des recettes effectives des fonds fiduciaires pour la période allant de 2011 à 2021 est présentée dans le graphique 4 ci-dessous.

Graphique 4. Évolution des fonds fiduciaires de 2011 à 2021



## II. EXÉCUTION DU PROGRAMME

### SOUS-PROGRAMME UV.1 : Politique générale en matière de protection des obtentions végétales

#### Objectifs :

- a) Maintenir et améliorer l'efficacité du système de l'UPOV.
- b) Jeter et développer les bases juridiques, administratives et techniques de la coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV.

#### Données relatives à l'exécution :

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution <sup>1</sup>  |
|--|---|---|
| 1. Identification et mise en œuvre des buts et objectifs stratégiques de l'UPOV.   | a) Plan de développement stratégique qui recense les ressources financières et humaines nécessaires pour atteindre les orientations et objectifs stratégiques de l'Union et définit les étapes à long terme et les principaux jalons des activités de sensibilisation en vue d'améliorer la visibilité institutionnelle et d'accroître les efforts de production de recettes. | Le Comité consultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>- a pris note des informations sur la situation actuelle en ce qui concerne les 10 axes d'amélioration recensés dans le plan de développement stratégique pour 2018-2023,</li> <li>- a approuvé le projet de plan de développement stratégique pour 2021-2025 et</li> <li>- a demandé que le plan de développement stratégique soit actualisé tous les deux ans afin de définir les orientations pour les deux exercices biennaux suivants et de coïncider avec l'élaboration du projet de programme et budget pour l'exercice biennal suivant.</li> </ul> Voir le document CC/97/3 "Plan de développement stratégique" [2020] |
| 2. Révision de la stratégie de formation et d'assistance.                          | a) Évaluation des rapports annuels du Secrétaire général, des rapports d'exécution pour l'exercice biennal et d'autres documents d'information; et  | Voir les documents CC/98/6 et CC/98/6 Add. "Stratégie en matière de formation et d'assistance"  |
|  | b) Mesures destinées à assurer formation et aide pour la mise en place et l'application du système de l'UPOV.   | Voir les documents CC/98/6 et CC/98/6 Add. "Stratégie en matière de formation et d'assistance" [2021]<br>Le Comité consultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>- convient d'effectuer la mise à jour du matériel d'enseignement à distance pour y inclure des informations sur les avantages découlant de l'adhésion à l'UPOV en même temps que les dernières évolutions concernant PLUTO,</li> <li>- approuve les propositions relatives à l'élaboration d'un programme international de protection des obtentions végétales dans le but de disposer d'un certificat international de protection des obtentions végétales reconnu par l'UPOV.</li> </ul>                            |
| 3. Révision de la stratégie de communication.                                      | a) Évaluation des rapports annuels du Secrétaire général, des rapports d'exécution pour l'exercice biennal et d'autres documents d'information; et  | Voir le document CC/98/5 "Stratégie de communication"   |
|  | b) Recommandations formulées par le Comité consultatif sur la stratégie de communication.   | Suivant la recommandation du Comité consultatif, le Conseil <ul style="list-style-type: none"> <li>- a adopté le texte de la question-réponse "Comment le système de l'UPOV favorise-t-il le développement durable?" [2020]</li> <li>- a soutenu la proposition formulée par les Systèmes de semences de l'OCDE relative à une année internationale des semences [2021]</li> </ul>  |
| 4. Orientations politiques relatives aux interactions avec d'autres organisations. | a) Recommandations formulées par le Comité consultatif; et  | Le Comité consultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>- a approuvé la participation du Bureau de l'Union au groupe de référence du projet de recherche intitulé "Vers la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance grâce à la mise en œuvre des droits des agriculteurs à la diversité génétique des cultures (DIVERSIFARM)". [2020]</li> </ul>  |

<sup>1</sup> Lorsque les données sont fournies sur plusieurs années, il s'agit de la période de 2011 à 2021, à moins que les données ne soient pas disponibles pour toutes les années.

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution <sup>1</sup>   |
|--|--|--|
| 4. Orientations politiques relatives aux interactions avec d'autres organisations (suite). | b) Décisions adoptées par le Conseil.  | Néant  |
| 5. Politiques visant à diversifier le portefeuille de recettes de l'UPOV.                  | a) Recettes provenant de sources autres que les contributions des membres de l'UPOV. | Le plan de développement stratégique pour 2021-2025 stipule que les sources de revenus autres que les contributions des membres de l'Union devraient atteindre 7,5% des recettes de l'UPOV d'ici 2025. Les fonds extrabudgétaires, UPOV PRISMA et la base de données PLUTO sont recensés comme les principales autres sources de revenus. [2020] |
| 6. Organisation des sessions du Conseil et du Comité consultatif.                          | a) Participation aux sessions du Conseil et du Comité consultatif.                   | Le Conseil a décidé que les sessions de l'UPOV d'octobre 2020 et 2021 se tiendront sous la forme de réunions virtuelles, avec examen préalable des documents par correspondance.<br>Voir les figures 21 et 22.   |

Figure 21. Participation\* aux sessions ordinaires du Conseil (sessions d'octobre)

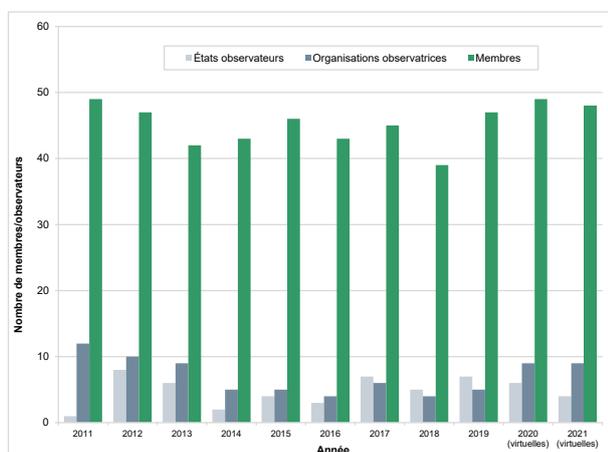
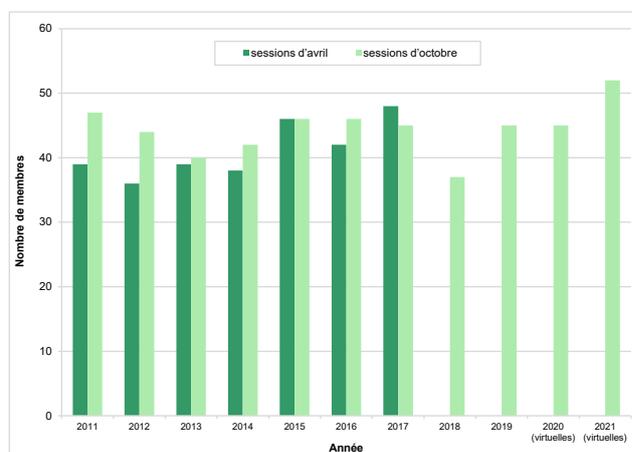


Figure 22. Participation\* aux sessions du Comité consultatif



| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution   |
|---|---|---|
| 7. Organisation et suivi des travaux des comités de l'UPOV. | a) Approbation et suivi des programmes de travail du CAJ, du TC, des TWP et des groupes de travail ad hoc;                            | Atteint – voir les paragraphes 53 à 57 du document C/54/21 "Compte rendu"<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Conseil a approuvé la création et le mandat du Groupe de travail technique sur les méthodes et techniques d'essai (TWM) qui regroupera les travaux du TWC et du BMT, avec effet à compter de 2022. Le Conseil est convenu d'élire le président du BMT en qualité de président du TWM, pour un mandat prenant fin en même temps que la cinquante-septième session ordinaire du Conseil, en 2023.</li> <li>- Se fondant sur la recommandation du CAJ, le Conseil a décidé d'organiser un séminaire pendant le premier semestre de 2021, afin d'échanger des informations sur les questions relatives au produit de la récolte et à l'utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication. [2020]</li> </ul> |
|   | b) Élection des présidents du CAJ, du TC, des TWP et des groupes de travail ad hoc, ainsi que des vice-présidents du CAJ et du TC; et | Atteint – voir les paragraphes 45 à 50 du document C/55/18 "Compte rendu"<br><p>Le Conseil a élu les présidents des groupes de travail techniques ci-après pour un mandat de trois ans s'achevant en même temps que la cinquante-septième session ordinaire du Conseil, en 2023, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Mme Renée Cloutier (Canada), TWA;</li> <li>b) M. Christopher Barnaby (Nouvelle-Zélande), TWF;</li> <li>c) Mme Ashley Balchin (Canada), TWO;</li> </ul>  |

\* La participation est évaluée à partir du nombre de membres participants par État observateur/organisation observatrice plutôt que du nombre de participants individuels.

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 7. Organisation et suivi des travaux des comités de l'UPOV (suite).  |   | d) Mme Marian van Leeuwen (Pays-Bas), TWV; et<br>e) Mme Beate Rücker (Allemagne), BMT. [2020]  |
|  | c) Approbation des calendriers annuels des réunions.  | Atteint – voir les documents C/54/8 Rev. et C/55/8 Rev.  |
| 8. Coordination, suivi et évaluation de l'exécution du programme et budget pour l'exercice biennal 2020-2021.  | a) Mise en œuvre du programme dans les limites du budget pour l'exercice biennal 2020-2021. | Voir la Section I "Présentation générale de la situation financière et des résultats"  |
|  | b) Approbation des états financiers; et   | Voir les documents C/55/5 "États financiers pour 2020" et C/56/4 "États financiers pour 2021"  |
|  | c) Approbation du rapport de gestion financière.  | Voir les documents C/55/2 "Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020" et C/56/2 "Rapport sur la performance de l'UPOV en 2020-2021" (le présent document)<br><br>Le Conseil a approuvé le regroupement des rapports financiers et des rapports sur l'exécution du programme existants dans un "Rapport sur la performance de l'UPOV". Ce rapport serait présenté chaque année parallèlement aux états financiers, en commençant par les rapports pour 2020.   |
| 9. Élaboration et adoption du programme et budget pour l'exercice biennal 2022-2023.                           | a) Élaboration et adoption du programme et budget pour l'exercice biennal 2022-2023.        | Voir le document C/55/4 Rev. "Programme et budget pour l'exercice biennal 2022-2023"   |
| 10. Examen de la conformité des lois ou projets de loi avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.              | a) Recommandations formulées par le Comité consultatif; et                                  | Voir le point b) ci-dessous  |
|  | b) Décisions adoptées par le Conseil.   | Sur la base de la recommandation du Comité consultatif, le Conseil <ul style="list-style-type: none"> <li>• a rendu une décision positive concernant la conformité du "projet de loi sur la protection des obtentions végétales des Émirats arabes unis" (par correspondance),</li> <li>• a rendu une décision positive quant à la conformité du "projet de loi relative aux droits d'obteneur du Zimbabwe" (par correspondance),</li> <li>• a rendu une décision positive quant à la conformité du "projet de loi relative aux obtentions végétales (droits d'obteneur) de la Jamaïque" (par correspondance).</li> </ul>  |
| 11. Examen des faits nouveaux concernant les demandes de droits d'obteneur et les droits d'obteneurs délivrés. | a) Nombre de demandes déposées;   | Nombre de demandes de droits d'obteneur :<br>Total : 21 265 (2019); 22 512 (2020) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déposées par des résidents : 15 651 (2019); 16 549 (2020)</li> <li>• Déposées par des non-résidents : 5 614 (2019); 5 963 (2020) <ul style="list-style-type: none"> <li>- Asie-Pacifique : 9 930 (2019); 11 075 (2020)</li> <li>- Union européenne : 5 069 (2019); 4 810 (2020)</li> <li>- Europe (hors Union européenne) : 2 451 (2019); 2 849 (2020)</li> <li>- Amérique du Nord : 1 956 (2019); 1 770 (2020)</li> <li>- Amérique latine : 1 273 (2019); 1 440 (2020)</li> <li>- Afrique : 459 (2019); 459 (2020)</li> <li>- Proche-Orient/Moyen-Orient : 127 (2019); 109 (2020)</li> </ul> </li> </ul> Voir les figures 23, 24 et 25 |
|  | b) Nombre de titres octroyés;   | 14 688 (2019)<br>13 873 (2020)<br><br>Voir les figures 24 et 27  |
|  | c) Nombre de titres en vigueur;   | 139 360 (2019)<br>141 034 (2020)<br><br>Voir la figure 26  |
|  | d) Nombre de genres ou espèces protégés par des membres de l'Union;                         | Voir les figures 28 et 29 concernant le nombre de membres offrant une protection à tous les genres et espèces et à un nombre limité de genres et espèces   |
|  | e) Nombre de genres ou espèces dont des variétés sont protégées; et                         | 4 084 (2020)<br>4 214 (2021)<br><br>Voir la figure 37  |
|  | f) Analyse par type de plante.  | Voir la figure 30  |

Figure 23. Demandes de droits d'obtenteur

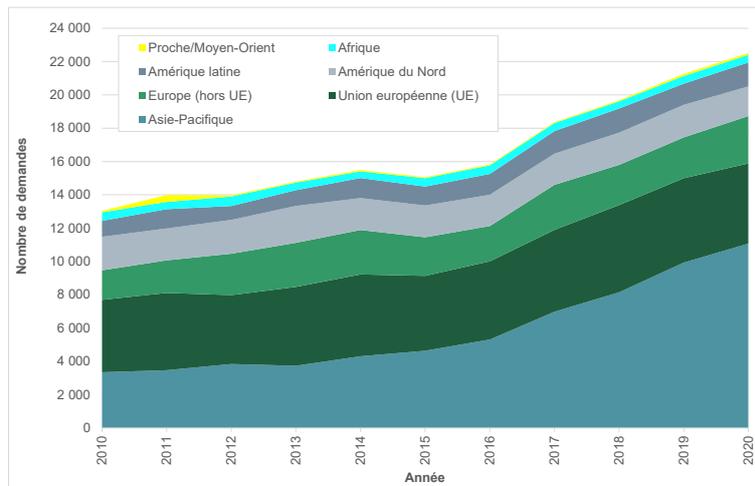


Figure 24. Demandes de droits d'obtenteur et titres octroyés

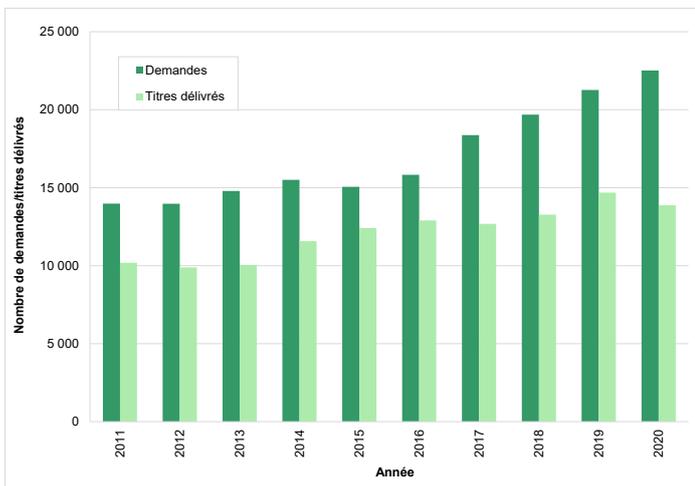


Figure 25. Demandes de droits d'obtenteur déposées par des résidents ou des non-résidents

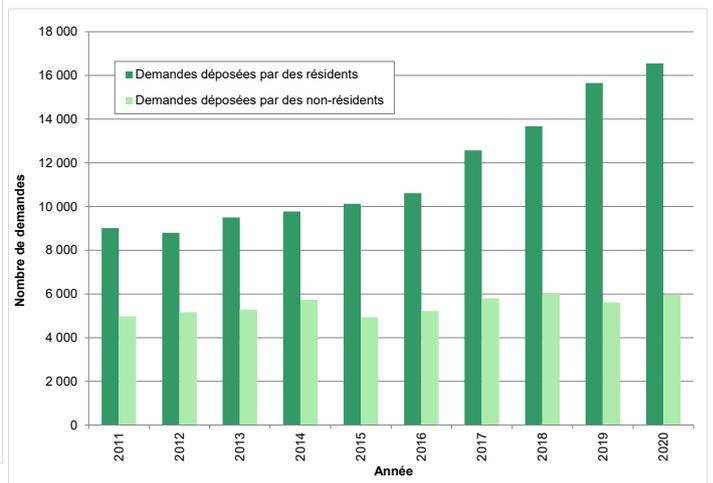


Figure 26. Titres d'obtenteur en vigueur

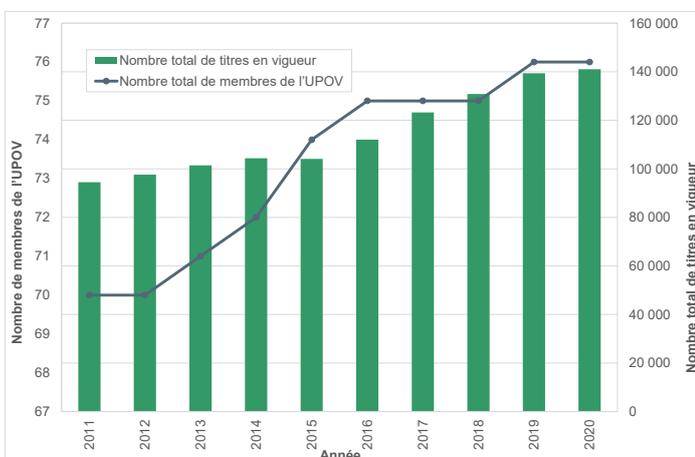


Figure 27. Titres d'obtenteur octroyés à des résidents ou à des non-résidents

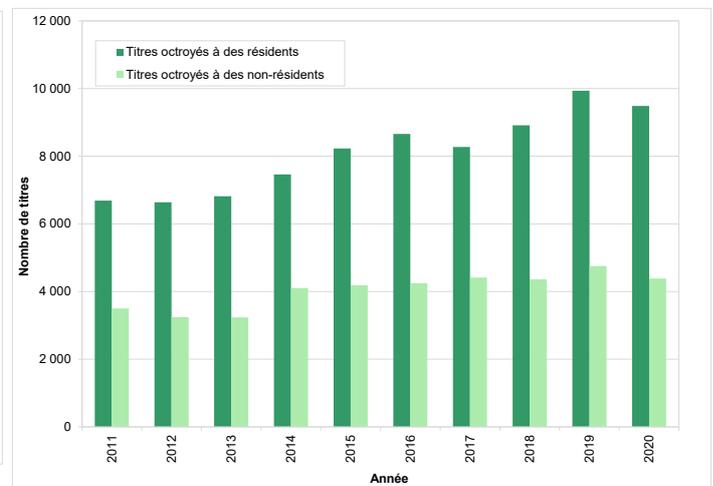
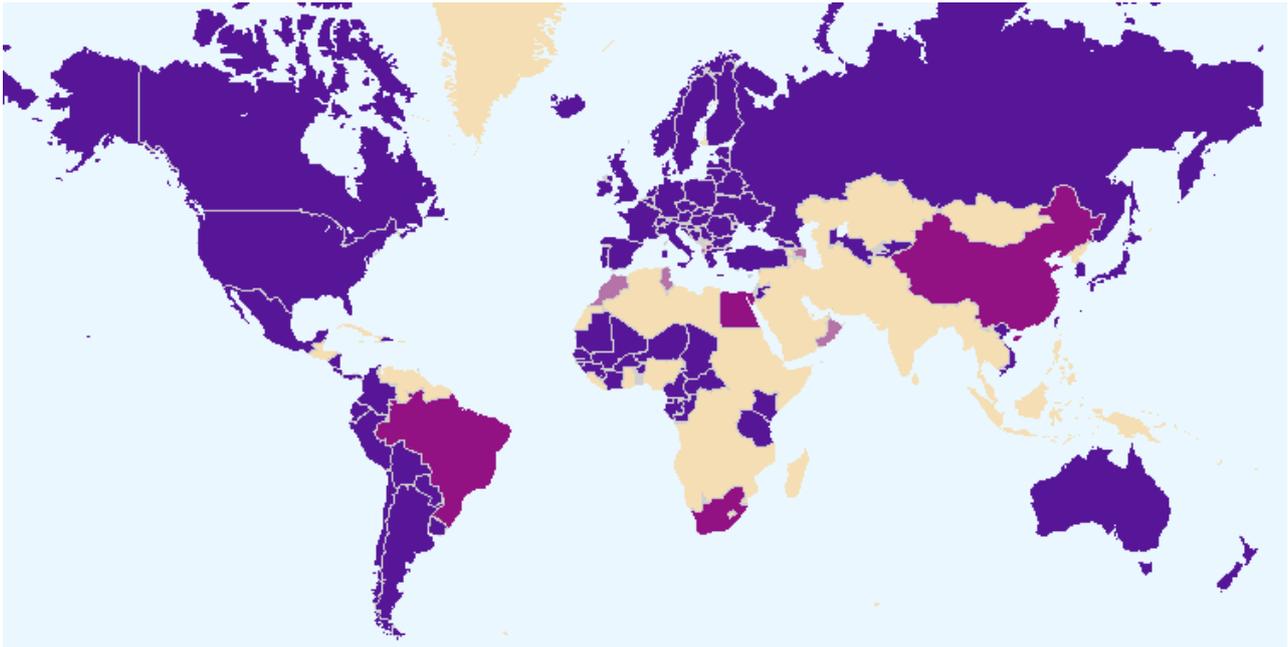


Figure 28. Protection des genres et espèces végétaux en 2021



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- Membres de l'Union assurant la protection de tous les genres et espèces végétaux
- Membres de l'Union assurant la protection d'un nombre limité de genres et espèces végétaux
- Membres de l'Union n'ayant pas notifié l'extension de la protection à tous les genres et espèces

Figure 29. Évolution de la protection des genres et espèces végétaux

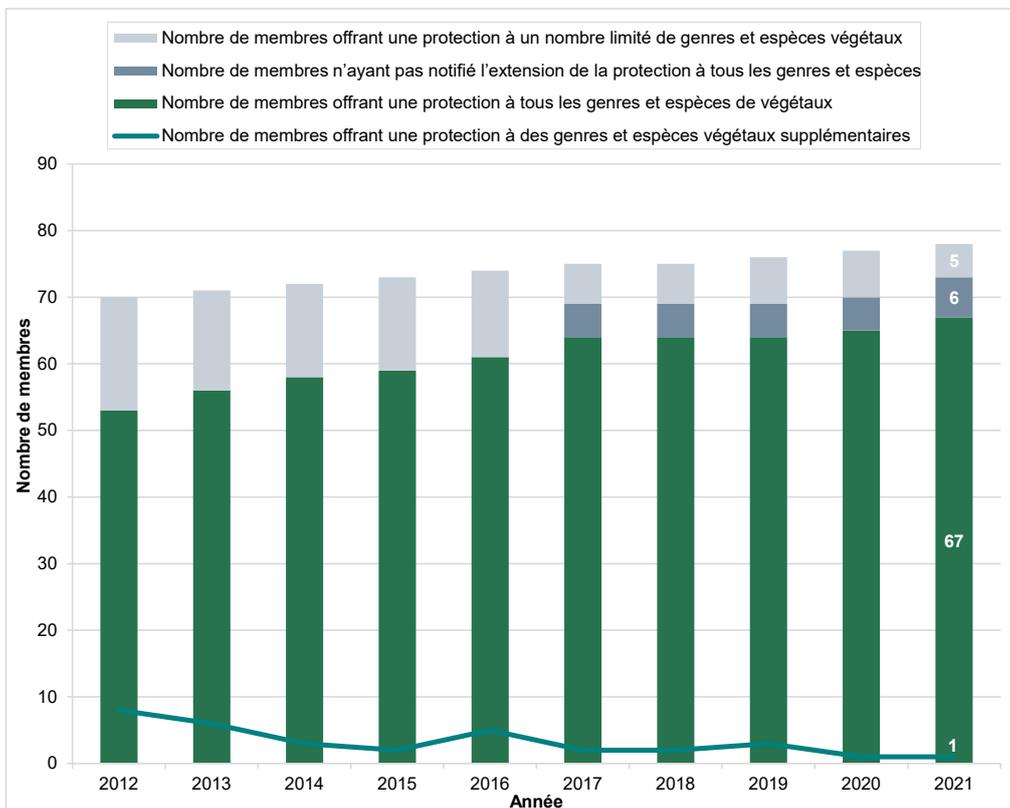


Figure 30. Données de la base de données PLUTO

Demandes déposées par type de plante :

Titres délivrés par type de plante :

| Année | Type de plante |                   |                    |                      |                   | Année | Type de plante |                   |                    |                      |                   |
|-------|----------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|-------|----------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|
|       | Agriculture    | Arbres forestiers | Plantes fruitières | Plantes ornementales | Plantes potagères |       | Agriculture    | Arbres forestiers | Plantes fruitières | Plantes ornementales | Plantes potagères |
| 2012  | 27%            | 0,9%              | 12%                | 48%                  | 12%               | 2012  | 26%            | 0,7%              | 9%                 | 48%                  | 15%               |
| 2013  | 25%            | 1,0%              | 12%                | 49%                  | 11%               | 2013  | 34%            | 0,7%              | 10%                | 42%                  | 13%               |
| 2014  | 30%            | 0,8%              | 11%                | 47%                  | 10%               | 2014  | 35%            | 0,6%              | 10%                | 43%                  | 12%               |
| 2015  | 33%            | 0,5%              | 14%                | 36%                  | 16%               | 2015  | 32%            | 0,9%              | 10%                | 44%                  | 13%               |
| 2016  | 37%            | 0,6%              | 11%                | 34%                  | 18%               | 2016  | 32%            | 1,1%              | 9%                 | 40%                  | 18%               |
| 2017  | 33%            | 0,5%              | 11%                | 38%                  | 17%               | 2017  | 27%            | 0,4%              | 12%                | 45%                  | 16%               |
| 2018  | 35%            | 0,5%              | 12%                | 33%                  | 20%               | 2018  | 27%            | 0,5%              | 11%                | 43%                  | 18%               |
| 2019  | 34%            | 0,6%              | 10%                | 37%                  | 19%               | 2019  | 34%            | 0,4%              | 9%                 | 38%                  | 18%               |
| 2020  | 35%            | 0,6%              | 8%                 | 36%                  | 21%               | 2020  | 38%            | 0,5%              | 7%                 | 34%                  | 21%               |
| 2021  | 42%            | 0,6%              | 8%                 | 32%                  | 17%               | 2021  | 46%            | 0,5%              | 7%                 | 27%                  | 18%               |

| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution                                    | Données relatives à l'exécution   |
|---|--|---|
| 12. Faciliter le dépôt des demandes par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA.  | a) Recommandations formulées par le Comité consultatif; et | À la quatre-vingt-dix-septième session du Comité consultatif, il a été convenu que le Bureau de l'Union présenterait des propositions concernant l'établissement de rapports sur le financement d'UPOV PRISMA, afin que le Comité consultatif les examine à sa quatre-vingt-dix-huitième session. [2020]<br><br>Le Comité consultatif a approuvé les propositions [concernant l'établissement de rapports sur le financement d'UPOV PRISMA] visant à donner suite aux recommandations du Rapport du vérificateur externe des comptes sur les états financiers de l'UPOV pour 2019. [2021]   |
|   | b) Décisions adoptées par le Conseil.                      | Néant   |
| 13. Faciliter la coopération volontaire entre les membres de l'Union dans la mise en œuvre de la Convention UPOV. | a) Recommandations formulées par le Comité consultatif; et | À sa quatre-vingt-dix-septième session, le Comité consultatif est convenu d'élargir le point de l'ordre du jour relatif à la "Fourniture d'un appui aux nouveaux membres de l'Union" aux "Faits nouveaux survenus dans les membres de l'Union" afin de recenser et d'examiner les possibilités de se pencher sur l'évolution de la situation dans tous les membres de l'Union. [2020]<br><br>Le Comité consultatif convient d'inviter les membres de l'Union à présenter les faits nouveaux à l'occasion de sa quatre-vingt-dix-neuvième session. [2021]  |
|   | b) Décisions adoptées par le Conseil.                      | Compte tenu des recommandations du Comité consultatif, le Conseil<br>- est convenu d'organiser un séminaire, qui serait ouvert aux membres et aux observateurs, pendant la semaine des sessions de l'UPOV en 2021 afin d'échanger des informations et des données d'expérience sur les stratégies en matière de sélection végétale et de protection des variétés végétales traitant de ces questions de politique générale. [2020]<br>- a approuvé l'organisation d'un séminaire en 2022 pour étudier l'importance de la sélection végétale et de la protection des obtentions végétales pour permettre à l'agriculture de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets. [2021] |

| Résultats attendus                    | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution   |
|---------------------------------------|---|---|
| 14. Politique sur d'autres questions. | a) Recommandations formulées par le Comité consultatif; et                  | <p>Le Comité consultatif</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a examiné un rapport portant sur une initiative concernant les petits exploitants agricoles et une présentation faite par Oxfam, Plantum et Euroseeds, et est convenu des mesures à prendre en lien avec la fourniture d'orientations liées à la mise en œuvre des exceptions concernant les actions accomplies à titre privé et à des fins non commerciales pour les petits exploitants agricoles, tenant compte des inquiétudes soulevées à la quatre-vingt-dix-septième session. [2020]</li> <li>- a décidé d'établir un groupe de travail chargé d'élaborer des orientations concernant les petits exploitants agricoles en lien avec l'utilisation à titre privé et à des fins non commerciales, notamment de rédiger une version révisée des "Notes explicatives sur les exceptions au droit d'obtenteur selon l'Acte de 1991 de la Convention UPOV" et de rédiger une version révisée des questions-réponses sur les exceptions au droit d'obtenteur.</li> </ul> |
|                                       | b) Décisions adoptées par le Conseil.                                       | Néant   |
|                                       | c) Adoption des documents présentant la politique de l'UPOV par le Conseil. | Le Conseil a adopté la politique en matière de traduction de l'UPOV. [2021]   |

## SOUS-PROGRAMME UV.2 : Services fournis à l'Union en vue d'augmenter l'efficacité du système de l'UPOV

### Objectifs :

- Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV.
- Aider les États et les organisations, en particulier les gouvernements des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché, à élaborer une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- Aider les États et les organisations à adhérer à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- Aider les États et les organisations à mettre en œuvre un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV.

### Données relatives à l'exécution :

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|--|--|---|
| 1. Participation des membres de l'Union et des observateurs aux travaux des différents organes de l'UPOV | a) Participation aux travaux du Comité administratif et juridique, du Comité technique et des groupes de travail techniques, ainsi qu'aux ateliers préparatoires correspondants. | <p>CAJ<br/>2020 : 45 (membres), 4 (États observateurs), 7 (organisations observatrices)<br/>2021 : 49 (membres), 4 (États observateurs), 8 (organisations observatrices)</p> <p>TC<br/>2020 : 45 (membres), 4 (États observateurs), 6 (organisations observatrices)<br/>2021 : 47 (membres), 3 (États observateurs), 6 (organisations observatrices)</p> <p>Voir les figures 31 et 32, et la figure 1</p> <p>Les TWP n'ont pas organisé d'atelier préparatoire à leurs sessions en 2020. Les éléments à examiner lors des ateliers préparatoires ont été présentés comme une introduction aux points de l'ordre du jour correspondants durant le déroulement normal des sessions. [2020]</p> <p>En 2021, les ateliers préparatoires ont été organisés sous forme de quatre webinaires, présentés en direct et enregistrés (disponibles sur le site Web) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Webinaire 1 : Comment organiser un examen DHS et une coopération internationale (71 participants aux sessions en direct, 388 vues des enregistrements)</li> <li>- Webinaire 2 : Harmonisation internationale de l'examen DHS (70 participants aux sessions en direct, 161 vues des enregistrements)</li> <li>- Webinaire 3 : Élaboration et utilisation de principes directeurs d'examen de l'UPOV (55 participants aux sessions en direct, 97 vues des enregistrements)</li> <li>- Webinaire 4 : Utilisation de marqueurs moléculaires dans l'examen DHS et rôle du BMT (63 participants aux sessions en direct, 121 vues des enregistrements)</li> </ul> |

Figure 31. Nombre d'États/organisations membres ou observateurs participant au CAJ

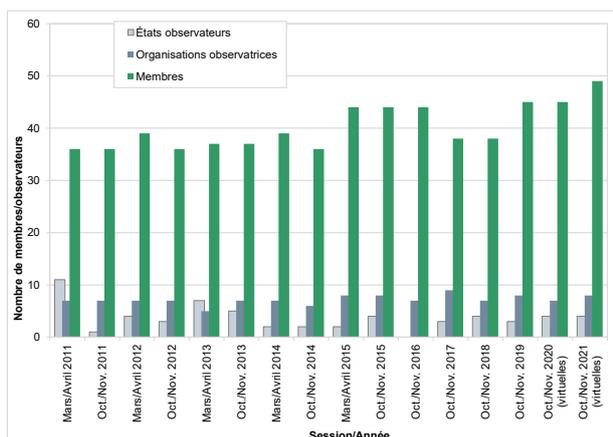
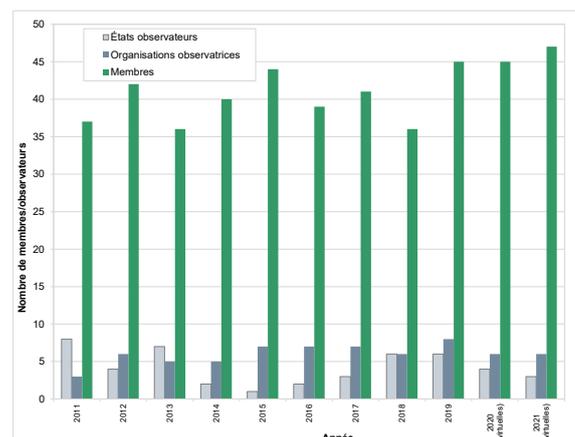


Figure 32. Nombre d'États/organisations membres ou observateurs participant au TC



| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|--|--|---|
| 2. Orientations au sujet de la Convention UPOV et sa mise en œuvre et informations sur son application | a) Adoption de matériels d'information nouveaux ou révisés concernant la Convention UPOV.  | <p>Le Conseil a adopté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 nouveau document d'information :<br/>UPOV/INF/23/1 Introduction au système de codes UPOV</li> <li>- les 5 révisions de documents d'information adoptés : <ul style="list-style-type: none"> <li>UPOV/INF/4 Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (révision de l'article 4.6)</li> <li>UPOV/INF/6 Orientations en vue de la rédaction de lois fondées sur l'Acte de 1991 de la Convention UPOV</li> <li>UPOV/INF/16 Logiciels échangeables</li> <li>UPOV/INF/17 Directives concernant les profils d'ADN : choix des marqueurs moléculaires et construction d'une base de données y relative ("Directives BMT")</li> <li>UPOV/INF/22 Logiciels et équipements utilisés par les membres de l'Union</li> </ul> </li> <li>- la révision du document UPOV/INF/12, y compris le changement du code du document en "UPOV/EXN/DEN" et son inclusion dans la liste des documents EXN :<br/>UPOV/EXN/DEN/1 : Notes explicatives sur les dénominations variétales selon la Convention UPOV</li> </ul> |
|  | b) Publication de la Gazette et Newsletter de l'UPOV.  | Les informations auparavant publiées dans la Gazette de l'UPOV sont désormais publiées dans UPOV Lex (voir ci-dessous)  |
|  | c) Incorporation de la législation des membres de l'Union dans la base de données UPOV Lex.  | 2 textes de lois concernant 2 membres de l'Union, à savoir le Ghana et Saint-Vincent-et-les Grenadines, ont été incorporés dans la base de données UPOV Lex   |
|  | d) Mise à disposition de documents et de matériels de l'UPOV dans des langues autres que les langues de travail de l'UPOV (français, allemand, anglais et espagnol). | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traduction en chinois du DL-205 "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV" (pas encore publiée)</li> <li>- Le Conseil a approuvé le programme relatif à l'utilisation du chinois dans le contexte de l'UPOV ainsi que l'allocation des ressources proposées</li> </ul>   |
| 3. Orientations au sujet de l'examen des variétés  | a) Adoption de documents TGP et de matériels d'information nouveaux ou révisés.  | <p>Les révisions de 5 documents TGP déjà adoptés ont été adoptées et publiées sur le site Web de l'UPOV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>TGP/5 : Section 2 Expérience et coopération en matière d'examen DHS, Section 2 : Formulaire type de l'UPOV pour la demande de protection d'une obtention végétale [2021]</li> <li>TGP/5 : Section 6 Expérience et coopération en matière d'examen DHS : Rapport UPOV d'examen technique et Formulaire UPOV de description variétale (révision)</li> <li>TGP/7 Élaboration des principes directeurs d'examen (révision)</li> <li>TGP/14 Glossaire des termes utilisés dans les documents de l'UPOV (révision)</li> <li>TGP/15 Conseils en ce qui concerne l'utilisation des marqueurs biochimiques et moléculaires dans l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS) (révision)</li> </ul>   |
|  | b) Adoption de principes directeurs d'examen nouveaux ou révisés.  | <p>Total en 2020 : 19</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Par type : 5 (nouveaux), 11 (révisions), 3 (révisions partielles)</li> <li>- Par TWP : 7 (TWA), 3 (TWF), 2 (TWO), 7 (TWW)</li> <li>- Par région de l'expert principal : 2 (Afrique), 1 (Amériques), 6 (Asie/Pacifique), 10 (Europe), 0 (Proche/Moyen-Orient)</li> </ul> <p>Total en 2021 : 14</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Par type : 2 (nouveaux), 4 (révisions), 8 (révisions partielles)</li> <li>- Par TWP : 1 (TWA), 6,5 (TWF), 3,5 (TWO), 3 (TWW)</li> <li>- Par région de l'expert principal : 1 (Afrique), 1 (Amériques), 2 (Asie/Pacifique), 10 (Europe), 0 (Proche/Moyen-Orient)</li> </ul>  |
| Voir les figures 33, 35 et 36  |  |   |

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 3. Orientations au sujet de l'examen des variétés ( <i>suite</i> ) | c) Proportion des demandes de droits d'obtenteur couvertes par les principes directeurs d'examen adoptés.                             | 2020 : 94% d'après les entrées dans la base de données sur les variétés végétales PLUTO (321 732 sur 343 064)<br><br>2021 : 94% d'après les entrées dans la base de données sur les variétés végétales PLUTO (328 828 sur 349 150)<br><br>Voir la figure 34  |
|  | d) Nombre de principes directeurs d'examen en cours d'élaboration dans les groupes de travail techniques.                             | Total en 2020 : 41<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Par type : 13 (nouveaux), 25 (révisions), 3 (révisions partielles)</li> <li>- Par TWP : 10 (TWA), 11 (TWF), 7 (TWO), 13 (TWW)</li> <li>- Par région : 1 (Afrique), 3 (Amériques), 14 (Asie/Pacifique), 23 (Europe), 0 (Proche/Moyen-Orient)</li> </ul><br>Total en 2021 : 40<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Par type : 4 (nouveaux), 29 (révisions), 7 (révisions partielles)</li> <li>- Par TWP : 7 (TWA), 9 (TWF), 11 (TWO), 13 (TWW)</li> <li>- Par région : 0 (Afrique), 2 (Amériques), 9 (Asie/Pacifique), 29 (Europe), 0 (Proche/Moyen-Orient)</li> </ul><br>Voir la figure 13 |
|  | e) Participation à la rédaction des principes directeurs d'examen.  | 2020 : 14 membres de l'Union agissaient en qualité d'experts principaux pour les principes directeurs d'examen.<br><br>2021 : 13 membres de l'Union agissaient en qualité d'experts principaux pour les principes directeurs d'examen.   |
|  | f) Élaboration d'un modèle de principes directeurs d'examen fondé sur le Web (modèle TG) :  | Aucun fait nouveau.  |
|  | i) doté d'une fonction de traduction dans toutes les langues de l'UPOV;   |  |
|  | ii) utilisable par les membres de l'Union aux fins de l'élaboration de principes directeurs d'examen propres aux différents services. |  |

Figure 33. Adoption de principes directeurs d'examen

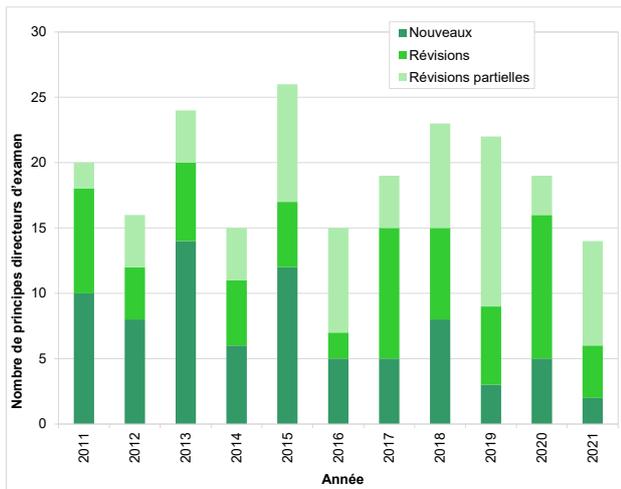


Figure 34. Entrées de droits d'obtenteur dans la base de données sur les variétés végétales couvertes par des principes directeurs d'examen

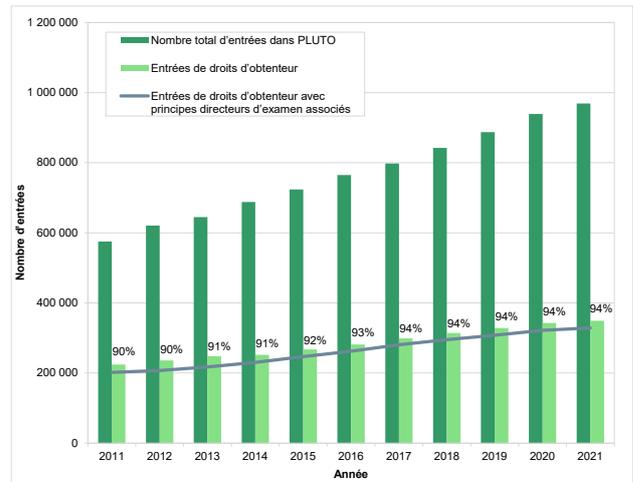


Figure 35. Nombre total de principes directeurs d'examen adoptés (par groupe de travail technique)

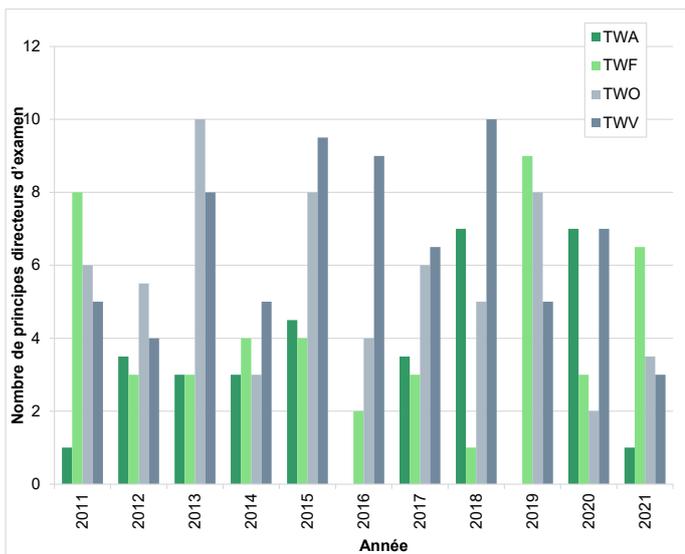
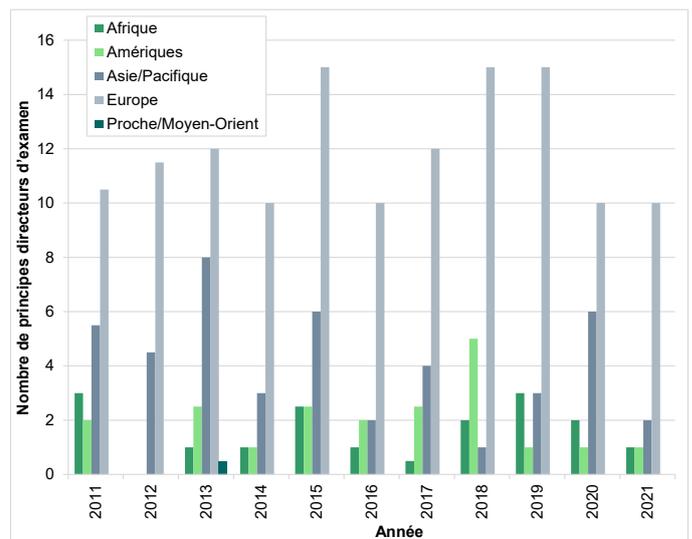


Figure 36. Nombre total de principes directeurs d'examen adoptés (par région de l'expert principal)

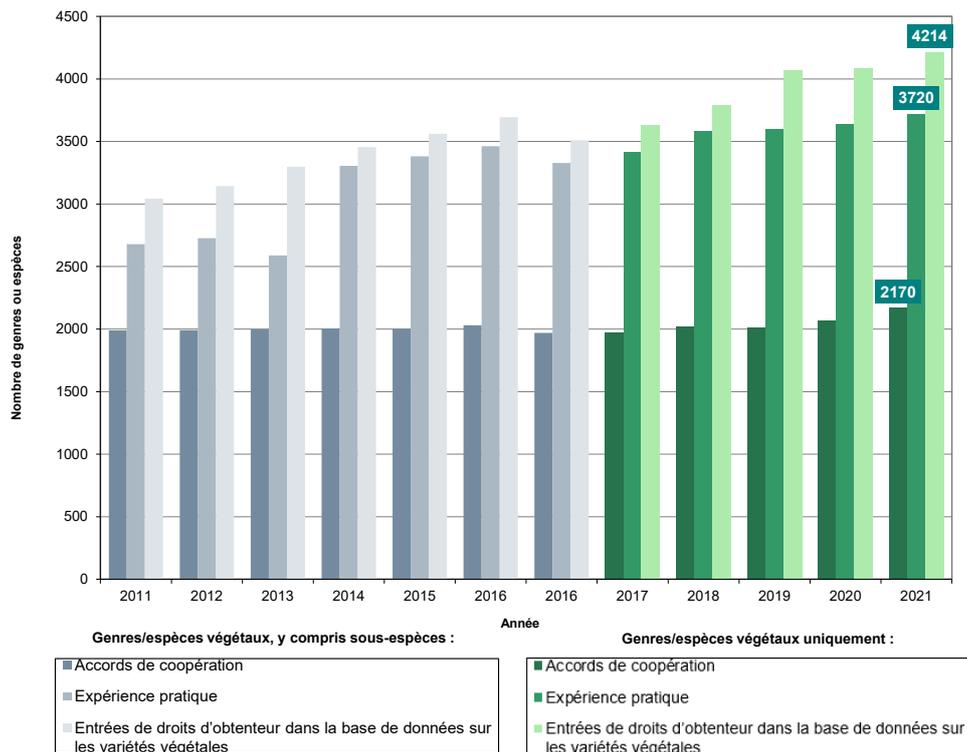


| Résultats attendus                     | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|--|--|---|
| 4. Coopération en matière d'examen DHS | a) Saisie dans la base de données GENIE des genres et espèces végétaux pour lesquels les membres de l'Union ont une expérience pratique.           | 2020 : 3 643 genres/espèces<br>2021 : 3 720 genres/espèces<br><br>Voir la figure 37   |
|  | b) Saisie dans la base de données GENIE des genres et espèces végétaux au sujet desquels les membres de l'Union coopèrent en matière d'examen DHS. | 2020 : 2 071 genres/espèces<br>2021 : 2 170 genres/espèces<br><br>Voir la figure 37   |
|  | c) Nouvelles initiatives visant à faciliter ou à renforcer la coopération volontaire entre les membres de l'Union.                                 | Le TC est convenu de proposer la mise au point d'un ensemble d'outils informatiques compatibles comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Plateforme pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>i) échanger des rapports DHS existants : <ul style="list-style-type: none"> <li>1) afin que les membres de l'UPOV publient et reçoivent les rapports DHS existants et conviennent des modalités de paiement, le cas échéant,</li> <li>2) et que les déposants d'une demande de protection des obtentions végétales puissent demander à utiliser les rapports DHS existants et effectuer des paiements, le cas échéant;</li> </ul> </li> <li>ii) aider les membres de l'UPOV à mettre à la disposition des autres membres de l'Union leurs procédures écrites en matière d'examen DHS et des informations consignées sur leurs systèmes de gestion de la qualité.</li> </ul> </li> <li>b) Outil pour communiquer des informations sur la coopération en matière d'examen DHS entre les membres de l'UPOV et les déposants d'une demande de protection des obtentions végétales dans un format convivial, en utilisant les informations contenues dans la base de données GENIE.</li> <li>c) Module permettant aux membres de l'UPOV d'utiliser le modèle de principes directeurs d'examen et la base de données de caractères fondés sur le Web afin que les différents services d'examen élaborent leurs propres principes directeurs d'examen dans leur langue.</li> <li>d) Plateforme permettant d'accéder aux bases de données des membres de l'UPOV contenant des descriptions variétales.</li> </ul> |

Le TC a prié le Bureau de l'Union de recenser les principes directeurs d'examen dont une révision partielle, comprenant les questionnaires techniques, pourrait être anticipée afin d'apporter des avantages majeurs en termes d'harmonisation entre les membres, et de présenter des propositions de révision partielle aux groupes de travail techniques, lors de leurs sessions de 2021. Les principes directeurs d'examen indiqués ci-dessus représentent un grand nombre de demandes de droit d'obtenteur dans plusieurs membres de l'Union, et un certain nombre de membres de l'Union ont indiqué que leurs questionnaires techniques présentaient des différences par rapport au Questionnaire technique de l'UPOV. Les plantes indiquées sont également pertinentes pour UPOV PRISMA.

Les questionnaires techniques des principes directeurs d'examen pour le chanvre, le pêcher, le prunier japonais, l'Actinidia et les porte-greffes de prunus ont été harmonisés en 2021.

Figure 37. Genres/espèces pour lesquels il existe des accords de coopération, de l'expérience pratique et des entrées de droits d'obteneur dans la base de données sur les variétés végétales



| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|---|--|---|
| 5. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales et de la nouveauté. | a) Quantité et qualité des données figurant dans la base de données PLUTO :  |   |
|   | i) nombre de contributeurs;  | – Nombre de contributeurs figurant dans la base de données PLUTO :<br>65 en 2020 et 2021<br>– Nombre de membres de l'Union qui ont fourni des données :<br>2020 : 47<br>2021 : 46   |
|   | ii) nombre de nouvelles communications;  | – Nombre de présentations de nouvelles données :<br>2020 : 300<br>2021 : 180<br>– Nombre de membres de l'Union qui ont fourni des données pour la première fois : Aucun en 2020 et 2021   |
|   | iii) nombre d'enregistrements;   | – Nombre total d'entrées dans la base de données PLUTO :<br>2020 : 825 769<br>2021 : 895 745  |
|   | iv) nombre d'éléments obligatoires fournis;  | n.d.  |
|   | v) nombre d'éléments non obligatoires fournis;   | n.d.  |
|   | b) Nombre d'utilisateurs de la base de données PLUTO et fréquence d'utilisation;   | 2020 : 1 958 utilisateurs de la base de données PLUTO<br>2021 : 1 314 utilisateurs de la base de données PLUTO d'octobre 2021 à décembre 2021 (nouvelle version de la base de données PLUTO)  |
|   | c) Élaboration et approbation par le Conseil de l'UPOV d'un moteur de recherche des similitudes pour l'UPOV aux fins des dénominations variétales et de l'inclusion dans la base de données PLUTO; | Le CAJ prend note de la conclusion de l'OCVV et du Bureau de l'Union selon laquelle l'algorithme de recherche de similitudes de l'OCVV fonctionne bien et l'utilisation de ressources pour améliorer cet algorithme aux fins de la recherche de similitudes avec les dénominations variétales ne serait pas appropriée pour le moment.<br>Le CAJ a accepté que le Bureau de l'Union étudie conjointement avec l'OCVV les options pour faire en sorte que l'outil de recherche sur les dénominations variétales permette une recherche basée sur les caractéristiques. |

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution  |
|--|--|--|
| 5. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales et de la nouveauté ( <i>suite</i> ). | d) Nouvelles initiatives visant à faciliter ou à renforcer la coopération volontaire entre les membres de l'Union.   | Aucun fait nouveau.  |
| 6. Mise au point d'UPOV PRISMA   | a) Nombre de membres de l'UPOV participant à UPOV PRISMA;  | 2020 : 35 membres, couvrant 74 États<br>2021 : 36 membres, couvrant 75 États   |
|  | b) Nombre de plantes ou espèces couvertes par UPOV PRISMA;   | 2020 : 23 membres (pour tous les genres et espèces), 12 membres (pour une liste limitée de genres et espèces)<br>2021 : 24 membres (pour tous les genres et espèces), 12 membres (pour une liste limitée de genres et espèces)   |
|  | c) Nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA;  | 2020 : 222 demandes ont été déposées pour des obtentions végétales, 2 demandes ont été déposées pour des demandes relatives au répertoire national<br>2021 : 1 866 demandes ont été déposées pour des obtentions végétales, 643 demandes ont été déposées pour des demandes relatives au répertoire national |
|  | d) Nombre d'utilisateurs d'UPOV PRISMA enregistrés;  | 2020 : 219 utilisateurs (115 obtenteurs, 104 représentants)<br>2021 : 379 utilisateurs (182 obtenteurs, 197 représentants)   |
|  | e) Nombre de membres de l'UPOV recevant des demandes par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA;  | 2020 : 23 membres<br>2021 : 25 membres   |
|  | f) Nombre de plantes ou espèces pour lesquelles des demandes ont été déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA;   | 2020 : 41 plantes ou espèces (y compris les sous-espèces)<br>2021 : 276 plantes ou espèces (y compris les sous-espèces)  |
|  | g) Nombre de membres de l'UPOV utilisant UPOV PRISMA comme outil en ligne exclusif pour les demandes de droits d'obteneur;   | 2021 : 1 membre  |
|  | h) Élaboration de questionnaires techniques convenus entre les membres intéressés de l'Union pour les cultures ou espèces non couvertes par les principes directeurs d'examen. | Néant  |

## SOUS-PROGRAMME UV.3 : Aide à la mise en place et à l'application du système de l'UPOV

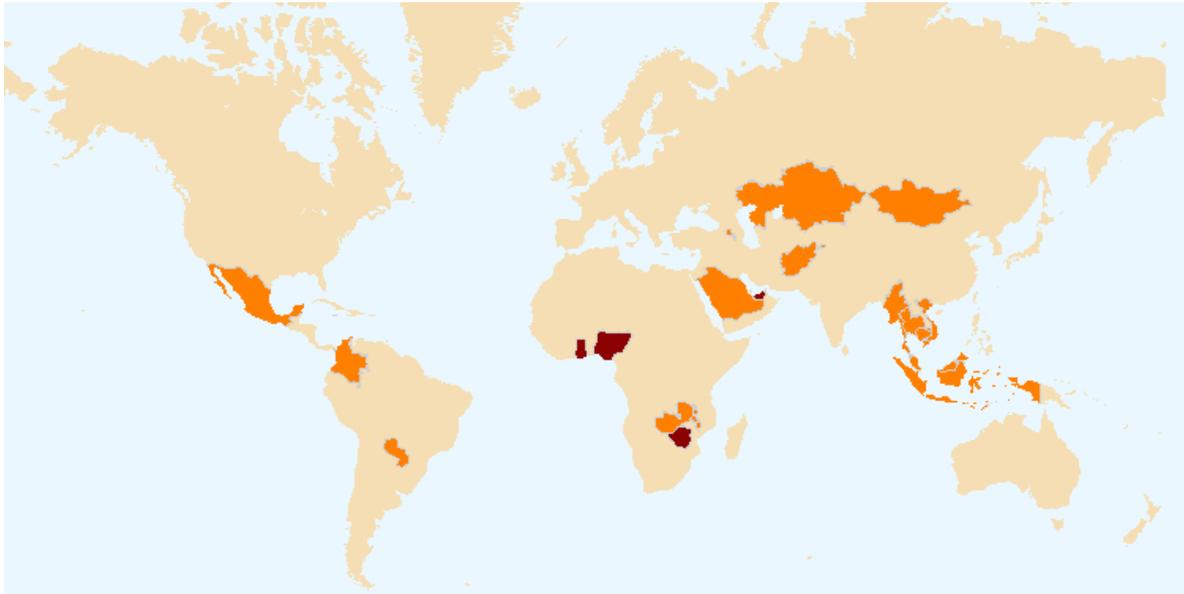
### Objectifs :

- a) Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV.
- b) Aider les États et les organisations, en particulier les gouvernements des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché, à élaborer une législation conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- c) Aider les États et les organisations à adhérer à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.
- d) Aider les États et les organisations à mettre en œuvre un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV.

### Données relatives à l'exécution :

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution  |
|--|--|--|
| 1. Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV. | a) États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union;   | 2020 : Émirats arabes unis et Zimbabwe (2)<br>2021 : Ghana, Jamaïque et Nigéria (3)<br><br>Voir la figure 38   |
|  | b) États et organisations ayant contacté le Bureau de l'Union pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales; | 2020 :<br>Membres de l'Union (4) : Colombie, Mexique, Paraguay et Viet Nam<br>Non-membres de l'Union (12) : Afghanistan, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Malawi, Myanmar, Saint-Vincent-et-les Grenadines*, Thaïlande et Zimbabwe<br><br>2021 :<br>Membres de l'Union (5) : Colombie, Mexique, Paraguay, Saint-Vincent-et-les Grenadines* (règlement)* et Viet Nam<br>Non-membres de l'Union (18) : Afghanistan, Arabie saoudite, Arménie, Barbade, Cambodge, Émirats arabes unis, Indonésie, Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Malawi, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Thaïlande, Zambie et Zimbabwe<br><br>*Saint-Vincent-et-les Grenadines est devenu membre de l'UPOV le 22 mars 2021<br><br>Voir la figure 38 |

Figure 38. États et organisations ayant contacté le Bureau de l'Union en 2020 pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales et États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

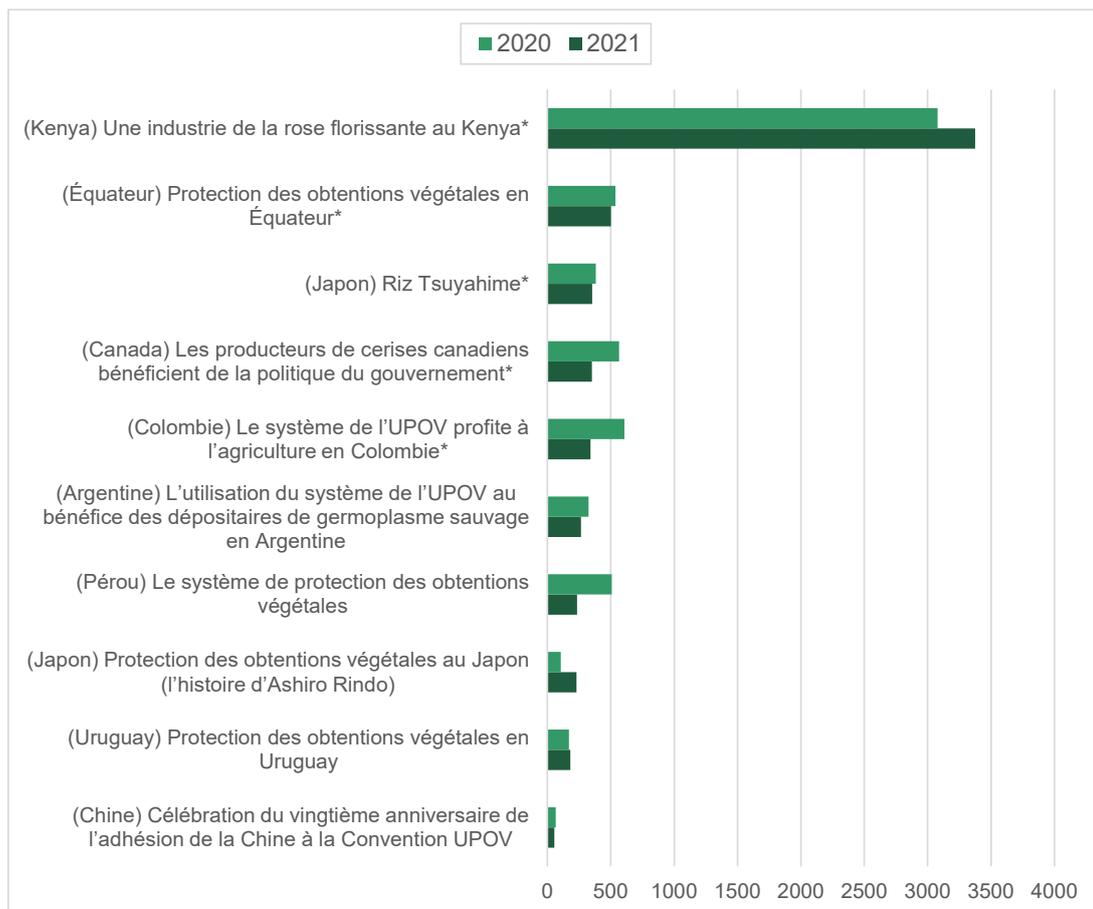
- États et organisations ayant entamé auprès du Conseil de l'UPOV la procédure pour devenir membres de l'Union
- États et organisations ayant contacté le Bureau de l'Union pour obtenir de l'aide en matière d'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 1. Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV (suite). | c) États et organisations ayant reçu des informations sur les activités de l'UPOV;                                  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | d) États et organisations participant à des voyages d'études;   | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | e) Participation aux activités de sensibilisation organisées par l'UPOV ou aux activités faisant intervenir l'UPOV; | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | f) Nombre d'études publiées sur le site Web de l'UPOV;  | Aucune   |
|  | g) Nombre de consultations de la page consacrée aux avantages sur le site Web de l'UPOV;                            | 2020 : 4 125 consultations<br>2021 : 4 304 consultations (+4%)   |
|  | h) Nombre de vidéos publiées sur le site Web de l'UPOV;   | Aucune   |
|  | i) Nombre de visionnements des vidéos diffusées sur le site Web de l'UPOV;  | Nombre de consultations en 2020 : 28 172 <sup>2</sup><br>Nombre de consultations en 2021 : 34 061 (+21%) |
|  |   | Voir la figure 39  |

<sup>2</sup> Correction du chiffre figurant dans le document C/55/2 (rapport sur la performance de l'UPOV en 2020)

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 1. Faire mieux connaître l'importance de la protection des obtentions végétales conformément à la Convention UPOV (suite). | j) Nombre d'abonnés aux comptes Twitter de l'UPOV;  | <p>@UPOVint :<br/>1 316 abonnés au 31.12.2020<br/>1 896 abonnés au 31.12.2021 (+44%)</p> <p>@vsgupov :<br/>606 abonnés au 31.12.2020<br/>692 abonnés au 31.12.2021 (+14%)</p> <p>Profil de l'UPOV sur LinkedIn :<br/>1 447 abonnés au 31.12.2020<br/>2 450 abonnés au 31.12.2021 (+69%)</p> <p>Profil du secrétaire général adjoint sur LinkedIn :<br/>1 447 abonnés au 31.12.2020<br/>2 450 abonnés au 31.12.2021 (+44%)</p> <p>Voir les figures 17, 49 et 50</p> |
|  | k) Nombre de langues pertinentes dans lesquelles les études et les vidéos sont disponibles. | Aucun fait nouveau.  |

Figure 39. Consultations du site Web de l'UPOV<sup>i</sup> en 2020 et 2021 – Vidéos sur la page consacrée aux avantages

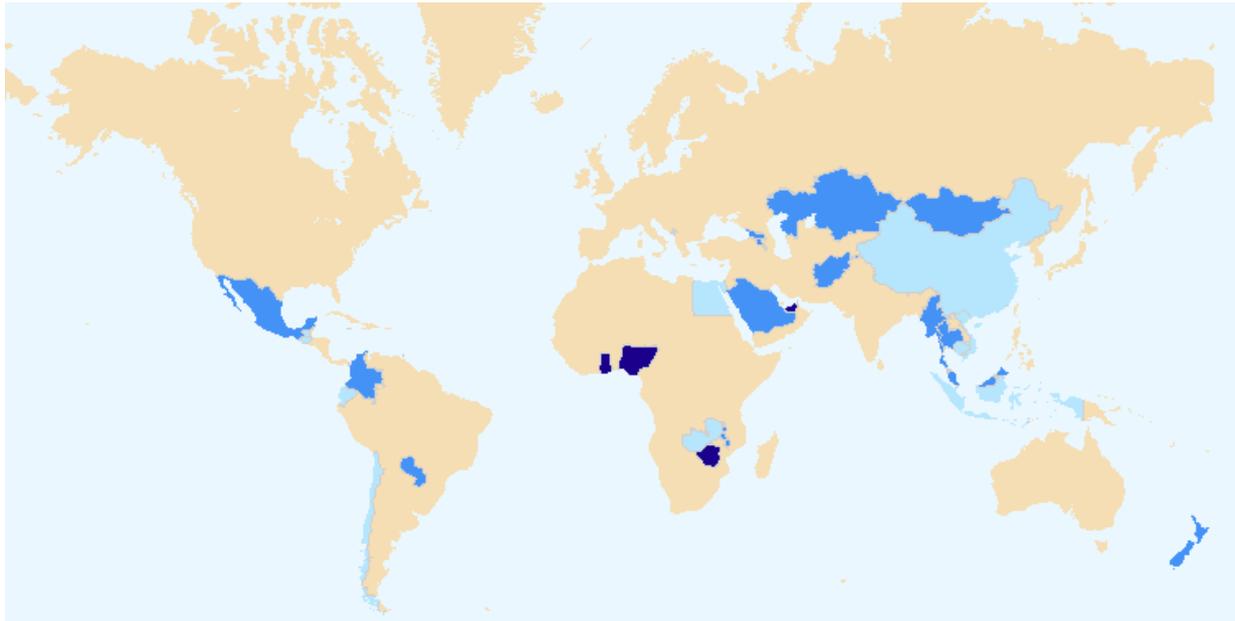


\*Toutes les versions linguistiques et les versions longues et abrégées, le cas échéant.

Note : les données d'analyse ne sont fournies que pour les vidéos visionnées sur YouTube ([https://www.upov.int/about/fr/benefits\\_upov\\_system.html](https://www.upov.int/about/fr/benefits_upov_system.html)).

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution   |
|--|---|---|
| 2. Assistance en vue de l'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. | a) Réunions avec des responsables gouvernementaux pour traiter des questions législatives;                                      | <p>2020 :</p> <p>Membres de l'Union (3) : Colombie, Équateur et Mexique</p> <p>Non-membres de l'Union (9) : Afghanistan, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Jamaïque, Malaisie, Maurice, Nigéria, Saint-Vincent-et-les Grenadines* et Thaïlande</p> <p>2021 :</p> <p>Membres de l'Union (9) : Chili, Chine, Égypte, Géorgie, Mexique, Monténégro, Saint-Vincent-et-les Grenadines*, Trinité-et-Tobago et Viet Nam</p> <p>Non-membres de l'Union (16) : Afghanistan, Arabie saoudite, Barbade, Cambodge, Émirats arabes unis, Guatemala, Indonésie, Jamaïque, Kazakhstan, Malaisie, Malawi, Mongolie, Nigéria, Thaïlande, Zambie et Zimbabwe</p> <p>*Saint-Vincent-et-les Grenadines est devenu membre de l'UPOV le 22 mars 2021</p> <p>Voir l'annexe V du présent document et la figure 40</p> |
|  | b) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois;   | <p>2020 :</p> <p>Membres de l'Union (4) : Colombie, Mexique, Nouvelle-Zélande et Paraguay</p> <p>Non-membres de l'Union (12) : Afghanistan, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jamaïque, Kazakhstan, Liechtenstein, Malaisie, Maurice, Myanmar, Saint-Vincent-et-les Grenadines*, Thaïlande et Zimbabwe</p> <p>2021 :</p> <p>Membres de l'Union (5) : Géorgie, Mexique, Monténégro, Saint-Vincent-et-les Grenadines* (règlement) et Trinité-et-Tobago</p> <p>Non-membres de l'Union (11) : Arménie, Barbade, Jamaïque, Kazakhstan, Malaisie, Malawi, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Thaïlande et Zambie</p> <p>*Saint-Vincent-et-les Grenadines est devenu membre de l'UPOV le 22 mars 2021</p> <p>Voir les figures 40 et 41</p>  |
| c) États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil;   | <p>2020 : Émirats arabes unis et Zimbabwe (2)</p> <p>2021 : Ghana, Jamaïque et Nigéria (3)</p> <p>Voir les figures 40 et 42</p> |   |
| d) Participation aux ateliers sur les lois.  | Voir l'annexe V du présent document   |   |

Figure 40. Assistance fournie en vue de l'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil de l'UPOV
- États et organisations ayant reçu des commentaires sur leurs lois
- Réunions avec des fonctionnaires nationaux pour traiter des questions en matière de législation

Figure 41. États ou organisations ayant reçu des avis législatifs

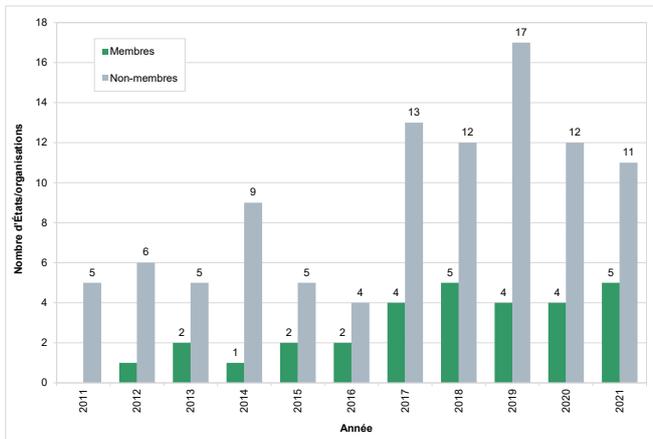
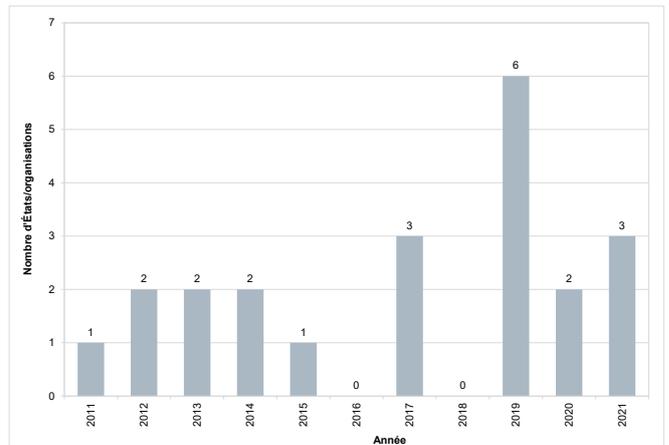


Figure 42. États et organisations ayant reçu un avis positif du Conseil



| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 3. Assistance fournie à des États et organisations en vue de leur adhésion à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. | a) États ayant adhéré à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou l'ayant ratifié;                    | Aucun<br>Voir la figure 43   |
|  | b) États et organisations devenus membres de l'Union;   | 2020 : aucun<br>2021 : le Ghana et Saint-Vincent-et-les Grenadines<br><br>Voir la figure 44  |
|  | c) Réunions avec des fonctionnaires nationaux pour traiter des questions en matière de législation; | Voir le sous-programme UV.3, section 2 "Assistance en vue de l'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV", sous-section a), l'annexe V du présent document et la figure 40 |
|  | d) États et organisations ayant reçu des commentaires sur leur législation.                         | Voir le sous-programme UV.3, section 2 "Assistance en vue de l'élaboration d'une législation relative à la protection des obtentions végétales conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV", sous-section b) et les figures 40 et 41                         |

Figure 43. Adhésion à l'Acte de 1991 ou ratification de ce dernier

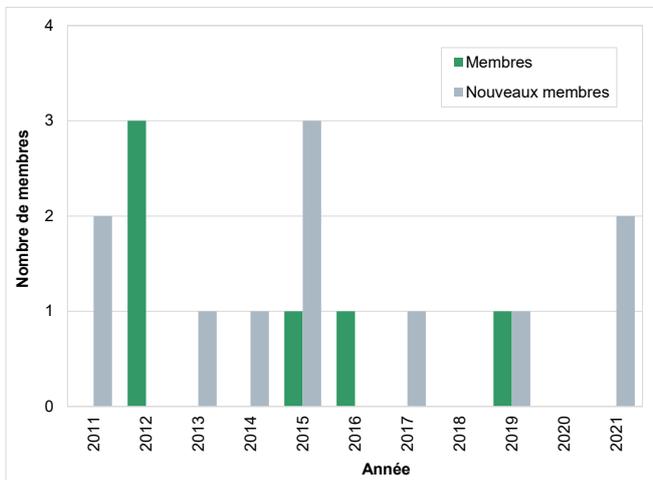
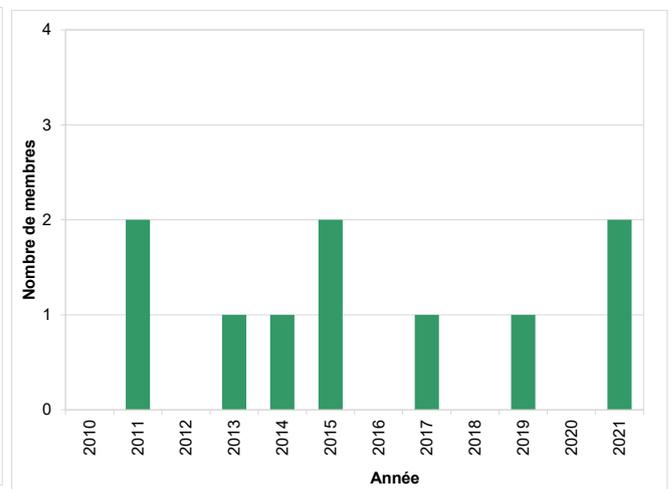


Figure 44. Nouveaux membres de l'Union



| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution                               | Données relatives à l'exécution   |
|--|---|---|
| 4. Assistance à la mise en œuvre d'un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV. | a) Participation aux cours d'enseignement à distance; | <p>Membres de l'Union [58] : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Lituanie, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), y compris des participants en provenance du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, du Niger, de la République centrafricaine, du Sénégal et du Tchad), Ouzbékistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Union européenne, Uruguay</p> <p>Non-membres de l'Union [24] : Arabie saoudite, Barbade, Brunéi Darussalam, Cuba, Émirats arabes unis, Éthiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Iraq, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Kazakhstan, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Pakistan, Philippines, Ouganda, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Zambie</p> <p>Il y avait également des étudiants de la CIOFORA, de la FAO, de l'OEB et de l'OMPI.</p> <p>Voir les figures 45 et 46 ainsi que la figure 16 (ci-dessus)</p> |

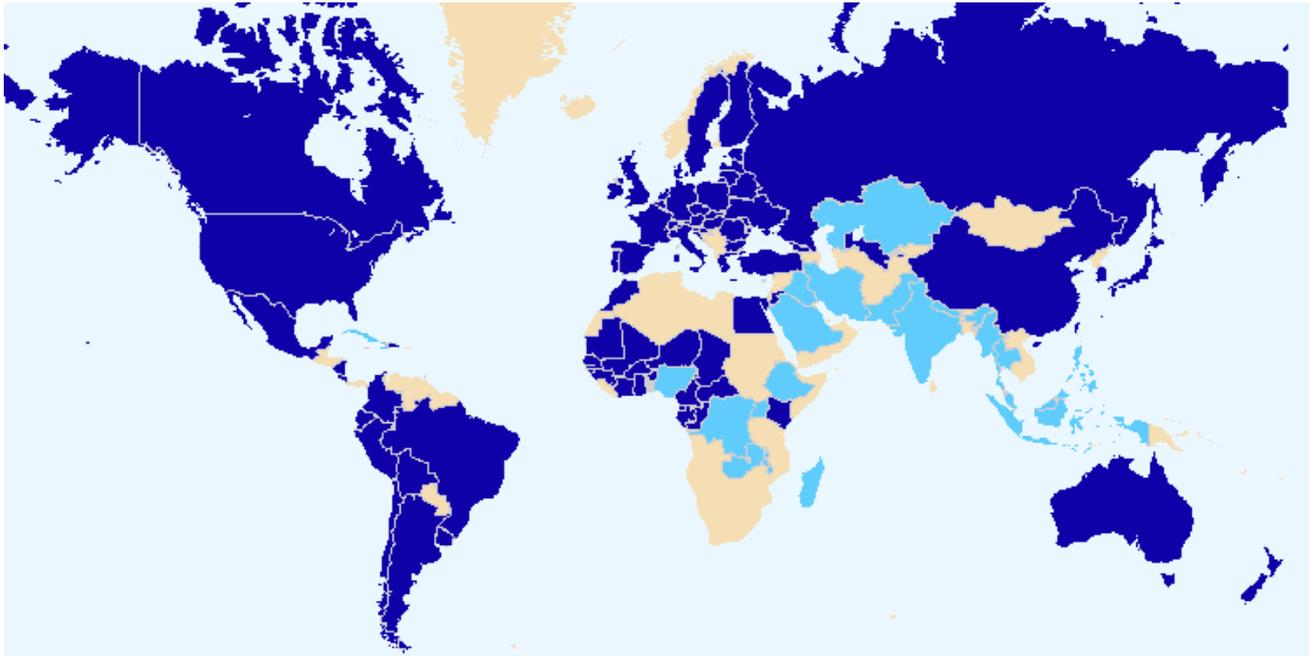
Nombre de participants aux principales sessions\* des cours d'enseignement à distance de l'UPOV en 2020 et 2021, par catégorie

| Catégorie   | Nombre de participants en 2020 |              |              |              |               |
|---|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
|   | DL-205                         | DL-305       | DL-305A      | DL-305B      | Total         |
| Catégorie 1 : fonctionnaires nationaux de membres de l'Union  | 386                            | 86           | 60           | 59           | 591           |
| Catégorie 2 : fonctionnaires d'États ou d'organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur | 43                             | 9            | 12           | 4            | 68            |
| Catégorie 3 : autres (droit d'inscription : 1 000 francs suisses)   | 22                             | 1            | 1            | -            | 24            |
| Catégorie 4 : exonération discrétionnaire du droit d'inscription pour certains étudiants                    | 8                              | 2            | -            | -            | 10            |
| Total :   | 459                            | 98           | 73           | 63           | 693           |
|   | (353 en 2019)                  | (93 en 2019) | (51 en 2019) | (38 en 2019) | (535 en 2019) |

Y compris une session spéciale supplémentaire en anglais pour les étudiants visés à la catégorie 3 durant la période de confinement en raison de la Covid-19.

| Catégorie   | Nombre de participants en 2021 |        |         |         |       |
|---|--------------------------------|--------|---------|---------|-------|
|   | DL-205                         | DL-305 | DL-305A | DL-305B | Total |
| Catégorie 1 : fonctionnaires nationaux de membres de l'Union  | 470                            | 113    | 80      | 69      | 732   |
| Catégorie 2 : fonctionnaires d'États ou d'organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur | 26                             | 9      | 6       | 7       | 48    |
| Catégorie 3 : autres (droit d'inscription : 1 000 francs suisses)   | 15                             | 2      | 2       | 1       | 20    |
| Catégorie 4 : exonération discrétionnaire du droit d'inscription pour certains étudiants                    | 11                             | 3      | 2       | -       | 16    |
| Total :   | 522                            | 127    | 90      | 77      | 816   |

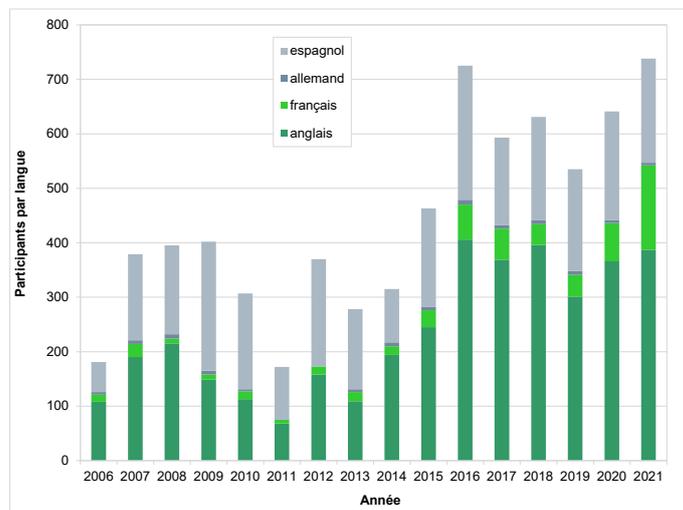
Figure 45. Cours DL-205, DL-305, DL-305A et DL-305B de l'UPOV : participation en 2020 et 2021



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

■ Membres de l'Union      ■ Non-membres de l'Union

Figure 46. Participants à l'ensemble des cours d'enseignement à distance par langue



| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution   | Données relatives à l'exécution  |
|--|---|--|
| 4. Assistance à la mise en œuvre d'un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV (suite). | b) Participation aux activités de formation et d'assistance de l'OMPI;  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | c) Participation aux activités de formation et d'assistance mises au point avec le concours de l'UPOV;  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | d) Participation aux activités faisant intervenir des membres du personnel de l'UPOV ou des formateurs de l'UPOV au nom du personnel de l'UPOV  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | e) Participation d'États et d'organisations ayant le statut d'observateurs aux travaux du CAJ, du TC, des TWP et aux ateliers préparatoires correspondants;   | Voir le sous-programme UV.2, section 1 "Participation des membres de l'Union et des observateurs aux travaux des différents organes de l'UPOV", sous-section a).   |
|  | f) Participation aux activités de formation et d'assistance menées par des tiers, auxquelles l'UPOV a largement contribué;  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | g) Nombre d'établissements universitaires incorporant des informations sur le système de l'UPOV dans leurs formations et invitant l'UPOV à y contribuer;  | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | h) Nombre d'étudiants suivant des formations universitaires dispensées par des établissements universitaires incorporant des informations sur le système de l'UPOV et invitant l'UPOV à y contribuer; | Voir l'annexe V du présent document  |
|  | i) Nombre d'établissements universitaires accueillant des étudiants participant aux cours d'enseignement à distance de l'UPOV;  | <p>Nombres d'établissements universitaires accueillant des étudiants participant aux cours d'enseignement à distance de l'UPOV :</p> <p>6 (en 2020) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institut polytechnique LaSalle à Beauvais – Programme de Master en création variétale</li> <li>- Cours de formation dans le domaine de la propriété intellectuelle de l'OAPI</li> <li>- Máster Lvcentinvs sur la protection des obtentions végétales, Université d'Alicante</li> <li>- Cours de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle et gestion des savoirs, Université de Maastricht</li> <li>- Master en propriété intellectuelle OMPI-OIT, Université de Turin</li> <li>- Cours international organisé par Naktuinbouw sur la protection des obtentions végétales (Pays-Bas)</li> </ul> <p>10 (en 2021) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institut polytechnique LaSalle à Beauvais – Programme de Master en création variétale</li> <li>- Cours de Master proposé par l'Université de Saragosse-CIHEAM-IAMZ (Espagne) intitulé "Plant Genetics, Genomic and Breeding" (génétique végétale, génomique et sélection)</li> <li>- Master en propriété intellectuelle de l'OAPI</li> <li>- Máster Lvcentinvs sur la protection des obtentions végétales, Université d'Alicante</li> <li>- Cours de maîtrise en droit de la propriété intellectuelle et gestion des savoirs, Université de Maastricht</li> <li>- Master en propriété intellectuelle OMPI-OIT, Université de Turin</li> <li>- Cours international organisé par Naktuinbouw sur la protection des obtentions végétales (Pays-Bas)</li> <li>- Cours de formation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) intitulé "Introduction au système UPOV de protection des variétés végétales selon la Convention UPOV"</li> <li>- Cours de formation de la JICA sur "l'harmonisation internationale du système de protection des obtentions végétales"</li> </ul> |

| Résultats attendus   | Indicateurs d'exécution                                     | Données relatives à l'exécution   |
|--|---|---|
| 4. Assistance à la mise en œuvre d'un système efficace de protection des obtentions végétales conforme à la Convention UPOV (suite). | j) Disponibilité des supports dans les langues pertinentes. | - Université technologique du Costa Rica (Tecnológico de Costa Rica [TEC])<br><hr/> Aucun fait nouveau. |

## SOUS-PROGRAMME UV.4 : Relations extérieures

### Objectifs :

- Élargir et renforcer la compréhension du système de l'UPOV de protection des obtentions végétales.
- Fournir aux autres organisations intergouvernementales des informations sur la Convention UPOV, en vue d'assurer sa complémentarité avec les autres traités internationaux.

### Données relatives à l'exécution :

| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|---|--|---|
| 1. Meilleure connaissance par le public du rôle et des activités de l'UPOV. | a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV d'informations et de matériels pertinents à l'intention du grand public; | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adoption du texte de la question-réponse "Comment le système de l'UPOV favorise-t-il le développement durable?"</li> <li>- 3 communiqués de presse [2020]</li> <li>- 7 communiqués de presse [2021]</li> </ul>   |
|   | b) Nombre de nouveaux usagers du site Web de l'UPOV;   | 2020 : 106 164 utilisateurs ponctuels<br>2021 : 126 572 utilisateurs ponctuels (+19%)<br><br>Voir la figure 47  |
|   | c) Nombre de consultations de la rubrique destinée au grand public sur le site Web de l'UPOV;                            | 2020 : 744 204 consultations<br>2021 : 845 167 consultations (+14%)<br><br>Voir la figure 18 (ci-dessus) et la figure 48  |
|   | d) Amélioration de la conception du site Web de l'UPOV, notamment au moyen d'une mise en page réactive                   | À sa quatre-vingt-seizième session, le Comité consultatif a approuvé la proposition de refonte du site Web de l'UPOV présentée lors de la session et a pris note des projets de mise en œuvre de la version restructurée du site Web de l'UPOV et d'un nouveau système de gestion des contenus. Afin de garantir que les sites Web de l'UPOV et de l'OMPI soient compatibles pour que l'UPOV puisse bénéficier des ressources de l'OMPI, les travaux de restructuration du site Web de l'UPOV ont été reportés jusqu'à ce que l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ait choisi un nouveau système de gestion des contenus. [2020] |

Figure 47. Consultations du site Web de l'UPOV<sup>i</sup> – Nombre de visiteurs

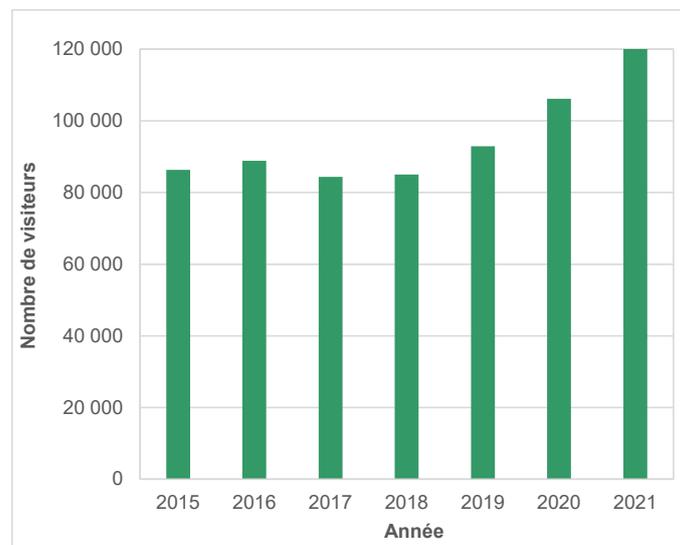
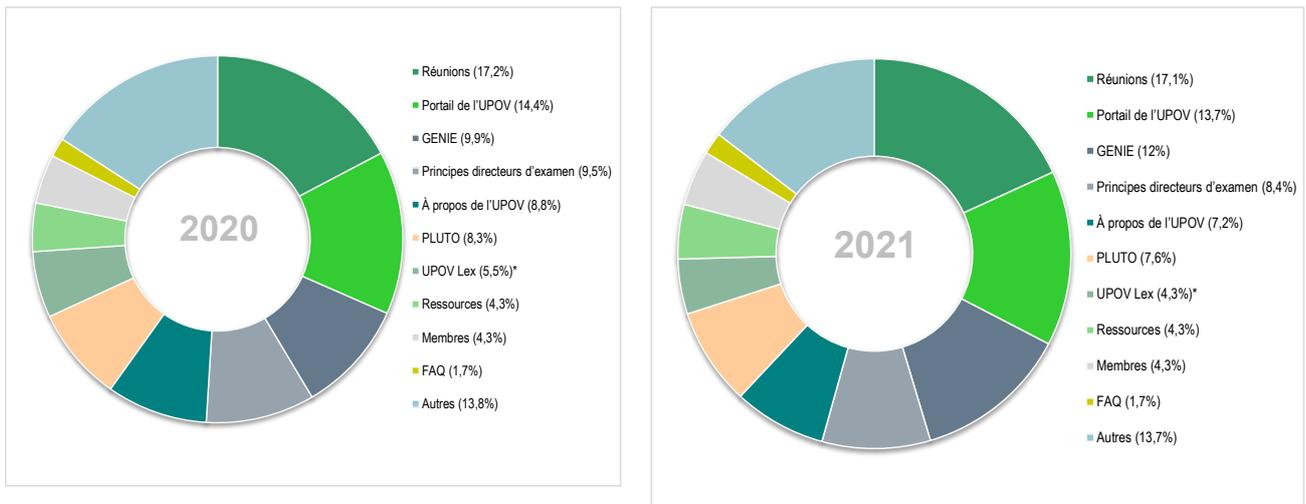


Figure 48. Aperçu de l'activité sur le site Web en 2020 et 2021 : où vont les utilisateurs?



\* Le 17 juin 2020, UPOV LEX a migré vers l'hébergement en nuage. Ce changement de technologie a fait baisser de quatre fois le nombre de consultations des pages pour atteindre la même information, évolution prise en compte dans l'analyse des données pour 2020.

Note pour PLUTO et UPOV Lex : les données correspondent à l'accès à ces bases de données via le site Web (et ne comprennent pas l'accès aux bases de données par des liens directs).

| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution  |
|---|--|--|
| 1. Meilleure connaissance par le public du rôle et des activités de l'UPOV. | e) Informations fournies par l'intermédiaire des comptes Twitter de l'UPOV et du secrétaire général adjoint de l'UPOV. | Voir le sous-programme UV.3, indicateur d'exécution 1, point j)<br>Voir les figures 17 (ci-dessus), 49 et 50 |

Figure 49. Abonnés @vsgupov

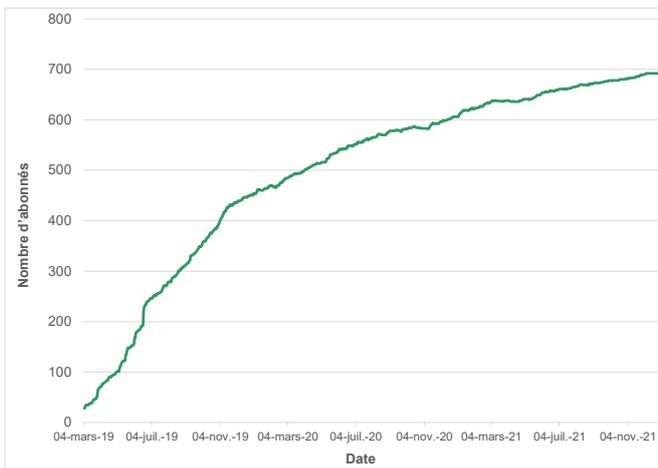
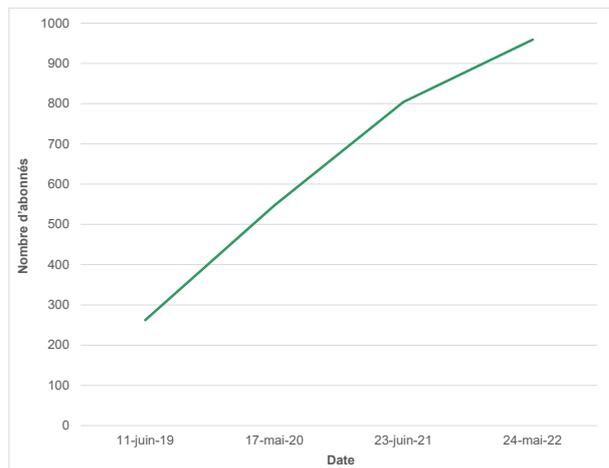


Figure 50. Abonnés au compte LinkedIn du secrétaire général adjoint



| Résultats attendus  | Indicateurs d'exécution  | Données relatives à l'exécution   |
|---|--|---|
| 2. Meilleure connaissance par les parties prenantes du rôle et des activités de l'UPOV. | a) Mise à disposition sur le site Web de l'UPOV et par l'intermédiaire d'autres médias d'information et de matériels pertinents à l'intention des parties prenantes, en particulier, des obtenteurs et des agriculteurs; | Voir le sous-programme UV.4, indicateur d'exécution "1. Faire mieux comprendre au public le rôle de l'UPOV et ses activités"  |
|   | b) Nombre de consultations des rubriques destinées aux parties prenantes sur le site Web de l'UPOV;  | Après analyse de l'utilisation des rubriques à l'intention des parties prenantes sur le site Web de l'UPOV et à la suite de la création des comptes Twitter et LinkedIn, il a été conclu que les rubriques à l'intention des parties prenantes ne constituaient pas une fonctionnalité essentielle de la page d'accueil du site Web de l'UPOV et que ces rubriques ne figureraient pas dans la version restructurée du site Web de l'UPOV. [2020] |
|   | c) Participation de parties prenantes à des séminaires et à des colloques;   | Voir l'annexe V du présent document   |
|   | d) Participation aux réunions des parties prenantes concernées et avec les parties prenantes concernées;   | Voir l'annexe V du présent document   |
|   | e) Articles dans des publications pertinentes auxquels l'UPOV a contribué.   | Aucun   |
| 3. Meilleure connaissance par d'autres organisations du rôle et des activités de l'UPOV | a) Participation aux réunions des organisations concernées et avec les organisations concernées;   | Voir l'annexe V du présent document   |
|   | b) Initiatives du Partenariat mondial sur les semences (WSP)   | 2020 : Finalisation de l'infographie du WSP (voir le site <a href="http://worldseedpartnership.org">worldseedpartnership.org</a> )<br>Voir l'annexe V du présent document   |
|   | c) Contributions aux organisations pertinentes   | Voir l'annexe V du présent document   |

### III. ANNEXES

#### ANNEXE I Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)

Les fonds extrabudgétaires (y compris les fonds fiduciaires) alloués par les donateurs, qui font l'objet d'une comptabilité distincte, sont présentés ci-après.

| Donateur fonds fiduciaires<br><i>(en francs suisses)</i> | Code du fonds | Solde au 31 décembre 2020 | Recettes 2021 |                      |                  | Dépenses 2021         |                          |                             |                    | Remboursements aux donateurs / Transfert vers un nouveau fonds fiduciaire | Solde au 31 décembre 2021 |
|--|---------------|---------------------------|---------------|----------------------|------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------|---|---------------------------|
|  |               |                           | Fonds reçus   | Différence de change | Recettes totales | Dépenses de personnel | Autres dépenses directes | Frais d'appui administratif | Total des dépenses |   |                           |
| Canada   | UCFIA         | 42 143                    | -             | -                    | -                | -                     | 21 651                   | 2 815                       | 24 466             | -   | 17 677                    |
| Japon  | UJAPN         | 391 187                   | -             | -                    | -                | -                     | 295 775                  | 38 451                      | 334 226            | 11 249  | 45 712                    |
| Pays-Bas   | U_UNLD        | 3 645                     | -             | -                    | -                | -                     | 3 186                    | 414                         | 3 600              | -   | 45                        |
| Multinationale UPOV PRISMA                               | U_PRIS        | 21 290                    | 20 463        | -                    | 20 463           | -                     | 18 840                   | 2 450                       | 21 290             | -   | 20 463                    |
| <b>TOTAL</b>   |               | <b>458 265</b>            | <b>20 463</b> | <b>-</b>             | <b>20 463</b>    | <b>-</b>              | <b>339 450</b>           | <b>44 128</b>               | <b>383 578</b>     | <b>11 249</b>   | <b>83 897</b>             |

#### Recettes et dépenses par fonds pour l'année 2021

| <b>Canada</b><br><i>(en francs suisses)</i>  |                |
|--|----------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>  | <b>42 143</b>  |
| <i>Recettes</i>                              |                |
| Fonds reçus                                  | -              |
| Intérêts                                     | -              |
| <i>Dépenses</i>                              |                |
| Missions de fonctionnaires                   | -              |
| Voyages de tiers                             | -              |
| Conférences                                  | 14 512         |
| Autres services contractuels                 | 7 139          |
| Frais bancaires                              | -              |
| Total des dépenses directes                  | 21 651         |
| Frais administratifs                         | 2 815 (24 466) |
| <b>Fonds disponibles au 31 décembre 2021</b> | <b>17 677</b>  |

Note : Fonds fiduciaire constitué de ressources extrabudgétaires provenant du Gouvernement canadien et destiné à mettre en œuvre un projet d'assistance technique au Sénégal visant à améliorer la capacité du Ministère de l'agriculture et de l'infrastructure rurale concernant certains aspects de l'agriculture, notamment la formation et le renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre du système de protection des droits d'obteneurs par la propriété intellectuelle de l'UPOV.

| <b>Japon</b><br><i>(en francs suisses)</i>   |         |               |
|--|---------|---------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>  |         | 391 187       |
| <i>Recettes</i>                              |         |               |
| Fonds reçus                                  | -       |               |
| Intérêts                                     | -       | -             |
| <i>Dépenses</i>                              |         |               |
| Missions de fonctionnaires                   | -       |               |
| Voyages de tiers                             | -       |               |
| Conférences                                  | -       |               |
| Autres services contractuels                 | 295 341 |               |
| Frais bancaires                              | 434     |               |
| Total des dépenses directes                  | 295 775 |               |
| Frais administratifs                         | 38 451  | (334 226)     |
| <i>Remboursement aux donateurs</i>           |         | (11 249)      |
| <b>Fonds disponibles au 31 décembre 2021</b> |         | <b>45 712</b> |

*Note : Fonds fiduciaire constitué de ressources extrabudgétaires provenant du Gouvernement japonais destiné à financer des séminaires et ateliers régionaux sur la protection des obtentions végétales en Asie et l'élaboration du projet pilote EAPVP.*

| <b>Pays-Bas</b><br><i>(en francs suisses)</i> |       |           |
|---|-------|-----------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>   |       | 3 645     |
| <i>Recettes</i>                               |       |           |
| Fonds reçus                                   | -     |           |
| Intérêts                                      | -     | -         |
| <i>Dépenses</i>                               |       |           |
| Missions de fonctionnaires                    | -     |           |
| Voyages de tiers                              | -     |           |
| Conférences                                   | -     |           |
| Autres services contractuels                  | 3 106 |           |
| Frais bancaires                               | 80    |           |
| Total des dépenses directes                   | 3 186 |           |
| Frais administratifs                          | 414   | (3 600)   |
| <b>Fonds disponibles au 31 décembre 2021</b>  |       | <b>45</b> |

*Note : Ressources extrabudgétaires provenant des Pays-Bas destinées à mettre en place et à promouvoir le système de protection des obtentions végétales de l'UPOV.*

| <b>Coûts UPOVPRISMA (nouveau PRISMA)</b><br><i>(en francs suisses)</i> |        |               |
|--|--------|---------------|
| <b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>                            |        | 21 290        |
| <i>Recettes</i>  |        |               |
| Fonds reçus  | 20 463 |               |
| Intérêts   | -      | 20 463        |
| <i>Dépenses</i>  |        |               |
| Missions de fonctionnaires   | -      |               |
| Voyages de tiers   | -      |               |
| Conférences  | -      |               |
| Autres services contractuels   | 18 840 |               |
| Frais bancaires  | -      |               |
| Total des dépenses directes  | 18 840 |               |
| Frais administratifs   | 2 450  | (21 290)      |
| <b>Fonds disponibles au 31 décembre 2021</b>                           |        | <b>20 463</b> |

*Note : UPOV PRISMA est un outil en ligne qui facilite le dépôt de demandes de protection des obtentions végétales auprès des services de protection des obtentions végétales des membres participants de l'Union. Le fonds UPOV PRISMA est une contribution provenant de Naktuinbouw (Pays-Bas) destinée à soutenir le développement de l'outil UPOV PRISMA.*

[L'annexe II suit]

## ANNEXE II Fonds de roulement et contributions

### Fonds de roulement au 31 décembre 2021

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier et du règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, l'Union dispose d'un fonds de roulement (voir le document UPOV/INF/4/6). Conformément à l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, ce fonds de roulement s'élève à 575 011 francs suisses. La participation de chacun des membres de l'Union, calculée conformément à la décision du Conseil prise à sa vingt-troisième session extraordinaire, tenue à Genève le 7 avril 2006 (voir le document C (Extr.)/23/5 "Compte rendu", paragraphe 12, annexe II, et le document UPOV/INF/13/2, annexe) est la suivante :

| Membre de l'Union               | Montant<br>(en francs suisses) | Membre de l'Union                                     | Montant<br>(en francs suisses) |
|---------------------------------|--------------------------------|---|--------------------------------|
| Afrique du Sud                  | 8 333                          | Lettonie  | 1 667                          |
| Albanie                         | 1 667                          | Lituanie  | 1 667                          |
| Allemagne                       | 41 667                         | Macédoine du Nord                                     | 1 667                          |
| Argentine                       | 4 167                          | Maroc   | 1 667                          |
| Australie                       | 8 333                          | Mexique   | 6 250                          |
| Autriche                        | 12 500                         | Monténégro  | 1 667                          |
| Azerbaïdjan                     | 1 667                          | Nicaragua   | 1 667                          |
| Bélarus                         | 1 667                          | Norvège   | 8 333                          |
| Belgique                        | 8 333                          | Nouvelle-Zélande                                      | 8 333                          |
| Bolivie (État plurinational de) | 1 667                          | Oman  | 8 333                          |
| Bosnie-Herzégovine              | 1 667                          | Organisation africaine de la propriété intellectuelle | 1 667                          |
| Brésil                          | 2 083                          | Ouzbékistan   | 1 667                          |
| Bulgarie                        | 1 667                          | Panama  | 1 667                          |
| Canada                          | 8 333                          | Paraguay  | 1 667                          |
| Chili                           | 1 667                          | Pays-Bas  | 24 999                         |
| Chine                           | 16 666                         | Pérou   | 1 667                          |
| Colombie                        | 1 667                          | Pologne   | 4 167                          |
| Costa Rica                      | 1 667                          | Portugal  | 4 167                          |
| Croatie                         | 1 667                          | République de Corée                                   | 12 500                         |
| Danemark                        | 8 333                          | République de Moldova                                 | 1 667                          |
| Égypte                          | 1 667                          | République dominicaine                                | 1 667                          |
| Équateur                        | 1 667                          | République tchèque                                    | 4 167                          |
| Espagne                         | 12 500                         | République-Unie de Tanzanie                           | 1 667                          |
| Estonie                         | 1 667                          | Roumanie  | 1 667                          |
| États-Unis d'Amérique           | 41 667                         | Royaume-Uni   | 41 667                         |
| Fédération de Russie            | 16 666                         | Serbie  | 1 667                          |
| Finlande                        | 8 333                          | Singapour   | 1 667                          |
| France                          | 41 667                         | Slovaquie   | 4 167                          |
| Géorgie                         | 1 667                          | Slovénie  | 1 667                          |
| Hongrie                         | 4 167                          | Suède   | 8 333                          |
| Irlande                         | 8 333                          | Suisse  | 8 333                          |
| Islande                         | 1 667                          | Trinité-et-Tobago                                     | 1 667                          |
| Israël                          | 4 167                          | Tunisie   | 1 667                          |
| Italie                          | 16 666                         | Türkiye   | 4 167                          |
| Japon                           | 41 667                         | Ukraine   | 4 167                          |
| Jordanie                        | 1 667                          | Union européenne                                      | 41 667                         |
| Kenya                           | 1 667                          | Uruguay   | 1 667                          |
| Kirghizistan                    | 1 667                          | Viet Nam  | 1 667                          |
|                                 |                                | <b>Total</b>  | <b>575 011</b>                 |

## Contributions des membres de l'Union

| Membres de l'Union              | Contribution | Montant dû en janvier 2021<br>(en francs suisses) | Membres de l'Union                                    | Contribution | Montant dû en janvier 2021<br>(en francs suisses) |
|---------------------------------|--------------|---|---|--------------|---|
| Afrique du Sud                  | 1            | 53 641  | Lettonie  | 0,2          | 10 728  |
| Albanie                         | 0,2          | 10 728  | Lituanie  | 0,2          | 10 728  |
| Allemagne                       | 5            | 268 205   | Macédoine du Nord                                     | 0,2          | 10 728  |
| Argentine                       | 0,5          | 26 820  | Maroc   | 0,2          | 10 728  |
| Australie                       | 1            | 53 641  | Mexique   | 0,75         | 40 231  |
| Autriche                        | 0,75         | 40 231  | Monténégro  | 0,2          | 10 728  |
| Azerbaïdjan                     | 0,2          | 10 728  | Nicaragua   | 0,2          | 10 728  |
| Bélarus                         | 0,2          | 10 728  | Norvège   | 1            | 53 641  |
| Belgique                        | 1,5          | 80 462  | Nouvelle-Zélande                                      | 1            | 53 641  |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,2          | 10 728  | Oman  | 1            | 53 641  |
| Bosnie-Herzégovine              | 0,2          | 10 728  | Organisation africaine de la propriété intellectuelle | 0,2          | 10 728  |
| Brésil                          | 0,25         | 13 410  | Ouzbékistan   | 0,2          | 10 728  |
| Bulgarie                        | 0,2          | 10 728  | Panama  | 0,2          | 10 728  |
| Canada                          | 1            | 53 641  | Paraguay  | 0,2          | 10 728  |
| Chili                           | 0,2          | 10 728  | Pays-Bas  | 3            | 160 923   |
| Chine                           | 2            | 107 282   | Pérou   | 0,2          | 10 728  |
| Colombie                        | 0,2          | 10 728  | Pologne   | 0,5          | 26 820  |
| Costa Rica                      | 0,2          | 10 728  | Portugal  | 0,2          | 10 728  |
| Croatie                         | 0,2          | 10 728  | République de Corée                                   | 1,5          | 80 462  |
| Danemark                        | 0,5          | 26 820  | République de Moldova                                 | 0,2          | 10 728  |
| Égypte                          | 0,2          | 10 728  | République dominicaine                                | 0,2          | 10 728  |
| Équateur                        | 0,2          | 10 728  | République tchèque                                    | 0,5          | 26 820  |
| Espagne                         | 2            | 107 282   | République-Unie de Tanzanie                           | 0,2          | 10 728  |
| Estonie                         | 0,2          | 10 728  | Roumanie  | 0,2          | 10 728  |
| États-Unis d'Amérique           | 5            | 268 205   | Royaume-Uni   | 2            | 107 282   |
| Fédération de Russie            | 2            | 107 282   | Serbie  | 0,2          | 10 728  |
| Finlande                        | 1            | 53 641  | Singapour   | 0,2          | 10 728  |
| France                          | 5            | 268 205   | Slovaquie   | 0,5          | 26 820  |
| Géorgie                         | 0,2          | 10 728  | Slovénie  | 0,2          | 10 728  |
| Hongrie                         | 0,5          | 26 820  | Suède   | 1,5          | 80 462  |
| Irlande                         | 1            | 53 641  | Suisse  | 1,5          | 80 462  |
| Islande                         | 0,2          | 10 728  | Trinité-et-Tobago                                     | 0,2          | 10 728  |
| Israël                          | 0,5          | 26 820  | Tunisie   | 0,2          | 10 728  |
| Italie                          | 2            | 107 282   | Türkiye   | 0,5          | 26 820  |
| Japon                           | 5            | 268 205   | Ukraine   | 0,2          | 10 728  |
| Jordanie                        | 0,2          | 10 728  | Union européenne                                      | 5            | 268 205   |
| Kenya                           | 0,2          | 10 728  | Uruguay   | 0,2          | 10 728  |
| Kirghizistan                    | 0,2          | 10 728  | Viet Nam  | 0,2          | 10 728  |
|                                 |              |   | <b>Total</b>  |              | <b>3 548 342</b>                                  |

## Montants non payés au titre des contributions au 31 décembre 2021

| Membres de l'Union (76)         | Pas d'arriérés/ année(s)<br>d'arriérés | Montant des arriérés<br>(en francs suisses) |        | Membres de l'Union (76)                               | Pas d'arriérés/ année(s)<br>d'arriérés | Montant des arriérés<br>(en francs suisses) |               |
|---------------------------------|--|---|--------|---|--|---|---------------|
|                                 |  |   | Total  |   |  |   | Total         |
| Afrique du Sud                  | Pas d'arriérés                         |   |        | Lettonie  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Albanie                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Lituanie  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Allemagne                       | Pas d'arriérés                         |   |        | Macédoine du Nord                                     | Contribution 2021                      |   | 10 728        |
| Argentine                       | Contribution 2021                      |   | 26 820 | Maroc   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Australie                       | Pas d'arriérés                         |   |        | Mexique   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Autriche                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Monténégro  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Azerbaïdjan                     | Pas d'arriérés                         |   |        | Nicaragua   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Bélarus                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Norvège   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Belgique                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Nouvelle-Zélande                                      | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Bolivie (État plurinational de) | Pas d'arriérés                         |   |        | Oman  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Bosnie-Herzégovine              | Pas d'arriérés                         |   |        | Organisation africaine de la propriété intellectuelle | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Brazil                          | Contribution 2020 (solde)              | 826   |        | Ouzbékistan   | Pas d'arriérés                         |   |               |
|                                 | Contribution 2021                      | 13 410                                      | 14 236 | Panama  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Bulgarie                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Paraguay  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Canada                          | Pas d'arriérés                         |   |        | Pays-Bas  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Chili                           | Contribution 2021 (solde)              |   | 5 133  | Pérou   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Chine                           | Pas d'arriérés                         |   |        | Pologne   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Colombie                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Portugal  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Costa Rica                      | Pas d'arriérés                         |   |        | République de Corée                                   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Croatie                         | Pas d'arriérés                         |   |        | République de Moldova                                 | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Danemark                        | Pas d'arriérés                         |   |        | République dominicaine                                | Contribution 2021 (solde)              |   | 856           |
| Égypte                          | Pas d'arriérés                         |   |        | République tchèque                                    | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Équateur                        | Pas d'arriérés                         |   |        | République-Unie de Tanzanie                           | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Espagne                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Roumanie  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Estonie                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Royaume-Uni   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| États-Unis d'Amérique           | Pas d'arriérés                         |   |        | Serbie  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Fédération de Russie            | Pas d'arriérés                         |   |        | Singapour   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Finlande                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Slovaquie   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| France                          | Pas d'arriérés                         |   |        | Slovénie  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Géorgie                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Suède   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Hongrie                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Suisse  | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Irlande                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Trinité-et-Tobago                                     | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Islande                         | Pas d'arriérés                         |   |        | Tunisie   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Israël                          | Pas d'arriérés                         |   |        | Türkiye   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Italie                          | Pas d'arriérés                         |   |        | Ukraine   | 2021 contribution                      |   | 10 728        |
| Japon                           | Pas d'arriérés                         |   |        | Union européenne                                      | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Jordanie                        | Pas d'arriérés                         |   |        | Uruguay   | Pas d'arriérés                         |   |               |
| Kenya                           | Pas d'arriérés                         |   |        | Viet Nam  | Contribution 2020                      | 10 728                                      |               |
| Kirghizistan                    | Pas d'arriérés                         |   |        |   | Contribution 2020                      | 10 728                                      | 21 456        |
|                                 |  |   |        | <b>Total</b>  |  |   | <b>89 957</b> |

**Paiements des contributions reçus d'avance**

| <b>Contributions pour 2022, déjà reçues au 31 décembre 2021</b> |  |
|---|--|
| <b>Membres de l'Union</b>                                       | <b>Montant</b><br><i>(en francs suisses)</i> |
| Australie   | 53 641                                       |
| Égypte  | 1 667  |
| Japon   | 268 205                                      |
| Kenya   | 10 728                                       |
| Lituanie  | 10 728                                       |
| Mexique   | 26 695                                       |
| Norvège   | 53 641                                       |
| Ouzbékistan   | 10 728                                       |
| Pays-Bas  | 160 923                                      |
| Pologne   | 26 820                                       |
| Slovaquie   | 26 820                                       |
| <b>Total paiements de contributions par anticipation</b>        | <b>650 596</b>                               |

[L'annexe III suit]

## ANNEXE III Situation en ce qui concerne l'UPOV

Le tableau ci-après contient des informations détaillées sur la situation en ce qui concerne l'UPOV.

### Membres de l'UPOV

|  |                                    |                                |   |  |
|--|------------------------------------|--------------------------------|---|--|
| Afrique du Sud <sup>1</sup>                  | Chine <sup>1</sup>                 | Islande <sup>2</sup>           | Oman <sup>2</sup>   | Roumanie <sup>2</sup>                        |
| Albanie <sup>2</sup>                         | Colombie <sup>1</sup>              | Israël <sup>2</sup>            | Organisation africaine de la propriété intellectuelle <sup>2, 4</sup> | Royaume-Uni <sup>2</sup>                     |
| Allemagne <sup>2</sup>                       | Costa Rica <sup>2</sup>            | Italie <sup>1</sup>            | Ouzbékistan <sup>2</sup>  | Saint-Vincent-et-les Grenadines <sup>2</sup> |
| Argentine <sup>1</sup>                       | Croatie <sup>2</sup>               | Japon <sup>2</sup>             | Panama <sup>2</sup>   | Serbie <sup>2</sup>                          |
| Australie <sup>2</sup>                       | Danemark <sup>2</sup>              | Jordanie <sup>2</sup>          | Paraguay <sup>1</sup>   | Singapour <sup>2</sup>                       |
| Autriche <sup>2</sup>                        | Égypte <sup>2</sup>                | Kenya <sup>2</sup>             | Pays-Bas <sup>2</sup>   | Slovaquie <sup>2</sup>                       |
| Azerbaïdjan <sup>2</sup>                     | Équateur <sup>1</sup>              | Kirghizistan <sup>2</sup>      | Pérou <sup>2</sup>  | Slovénie <sup>2</sup>                        |
| Bélarus <sup>2</sup>                         | Espagne <sup>2</sup>               | Lettonie <sup>2</sup>          | Pologne <sup>2</sup>  | Suède <sup>2</sup>                           |
| Belgique <sup>2</sup>                        | Estonie <sup>2</sup>               | Lituanie <sup>2</sup>          | Portugal <sup>1</sup>   | Suisse <sup>2</sup>                          |
| Bolivie (État plurinational de) <sup>1</sup> | États-Unis d'Amérique <sup>2</sup> | Macédoine-du-Nord <sup>2</sup> | République de Corée <sup>2</sup>                                      | Trinité-et-Tobago <sup>1</sup>               |
| Bosnie-Herzégovine <sup>2</sup>              | Fédération de Russie <sup>2</sup>  | Maroc <sup>2</sup>             | République de Moldova <sup>2</sup>                                    | Tunisie <sup>2</sup>                         |
| Brésil                                       | Finlande <sup>2</sup>              | Mexique <sup>1</sup>           | République dominicaine <sup>2</sup>                                   | Türkiye <sup>2</sup>                         |
| Bulgarie <sup>2</sup>                        | France <sup>2</sup>                | Monténégro <sup>2</sup>        | République tchèque <sup>2</sup>                                       | Ukraine <sup>2</sup>                         |
| Canada <sup>2</sup>                          | Ghana <sup>2</sup>                 | Nicaragua <sup>1</sup>         | République-Unie de Tanzanie <sup>2</sup>                              | Union européenne <sup>2, 3</sup>             |
| Chili <sup>1</sup>                           | Géorgie <sup>2</sup>               | Nouvelle-Zélande <sup>1</sup>  |   | Uruguay <sup>1</sup>                         |
|  | Hongrie <sup>2</sup>               | Norvège <sup>1</sup>           |   | Viet Nam <sup>2</sup>                        |
|  | Irlande <sup>2</sup>               |                                |   |  |

(Total 78)

<sup>1</sup> L'Acte de 1978 est le dernier Acte auquel 17 États ont adhéré.

<sup>2</sup> L'Acte de 1991 est le dernier Acte auquel 57 États et deux organisations ont adhéré.

<sup>3</sup> A adopté un système de protection des droits d'obtenteur qui couvre le territoire de ses 27 États membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède) et, jusqu'au 31 décembre 2020, du Royaume-Uni.

<sup>4</sup> A adopté un système de protection des droits d'obtenteur qui couvre le territoire de ses 17 États membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo).

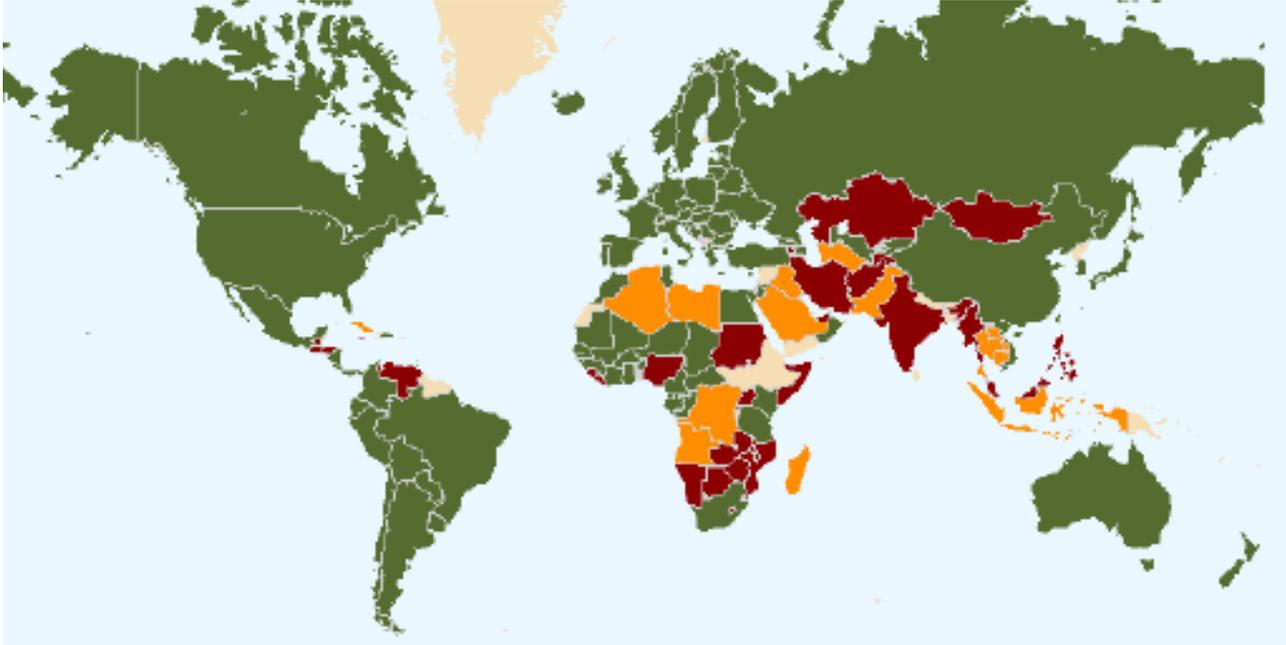
### États et organisations intergouvernementales ayant engagé la procédure d'adhésion à la Convention UPOV

Afghanistan, Arménie, Brunéi Darussalam, Guatemala, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Malaisie, Maurice, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Philippines, Tadjikistan, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe, ainsi que l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO).

### États et organisations intergouvernementales ayant été en contact avec le Bureau de l'Union en vue d'obtenir une assistance pour l'élaboration de lois fondées sur la Convention UPOV

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Barbade, Cambodge, Cuba, Chypre, El Salvador, Émirats arabes unis, Indonésie, Iraq, Jamaïque, République démocratique populaire lao, Libye, Liechtenstein, Mozambique, Namibie, Pakistan, Soudan, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Zambie, ainsi que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

La carte ci-après donne un aperçu graphique de l'évolution de la situation en ce qui concerne l'UPOV à la fin de 2021.



Les limites indiquées sur cette carte ne représentent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part de l'UPOV concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire.

- 78 membres de l'UPOV couvrant 97 États à la fin de 2021
- 19 États et une organisation intergouvernementale avaient entamé la procédure d'adhésion à la Convention UPOV à la fin de 2021
- 23 États et une organisation intergouvernementale avaient pris contact avec le Bureau de l'Union afin de solliciter une aide pour l'élaboration de lois fondées sur la Convention UPOV à la fin de 2021

[L'annexe IV suit]

## ANNEXE IV Membres de l'Union

La présente annexe indique la situation des membres de l'Union vis-à-vis de la Convention et de ses divers actes, au 31 décembre 2021 (voir les articles 31 et 32 de la Convention de 1961, l'article 32.1) de l'Acte de 1978 et l'article 34.2) de l'Acte de 1991).



[https://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c\\_56/c\\_56\\_2\\_annex\\_iv.pdf](https://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c_56/c_56_2_annex_iv.pdf)

[L'annexe V suit]

## ANNEXE V Liste des activités en 2020-2021



[https://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c\\_56/c\\_56\\_2\\_annex\\_v.pdf](https://www.upov.int/edocs/mdocs/upov/fr/c_56/c_56_2_annex_v.pdf)

[L'appendice suit]

## IV. APPENDICE

### SIGLES ET ABRÉVIATIONS

#### Termes de l'UPOV

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| BMT                              | Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN   |
| Bureau                           | Bureau de l'Union  |
| CAJ                              | Comité administratif et juridique  |
| DL-205                           | Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV" |
| DL-305                           | Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen des demandes de droits d'obtenteur"  |
| DL-305A                          | Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Administration des droits d'obtenteur" (partie A du cours DL-305)                             |
| DL-305B                          | Cours d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen DHS" (partie B du cours DL-305)  |
| DHS                              | Distinction, homogénéité et stabilité  |
| EAF (voir également UPOV PRISMA) | Formulaire de demande électronique de l'UPOV   |
| PBR                              | Droit d'obtenteur  |
| PLUTO                            | Base de données de l'UPOV sur les variétés végétales   |
| TC                               | Comité technique   |
| TC-EDC                           | Comité de rédaction élargi   |
| TWA                              | Groupe de travail technique sur les plantes agricoles  |
| TWC                              | Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur   |
| TWF                              | Groupe de travail technique sur les plantes fruitières   |
| TWM                              | Groupe de travail technique sur les méthodes et techniques d'essai   |
| TWO                              | Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers  |
| TWP                              | Groupe de travail technique  |
| TWV                              | Groupe de travail technique sur les plantes potagères  |
| UPOV PRISMA                      | Outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA  |
| WSP                              | Partenariat mondial sur les semences   |

#### Sigles (figurant également à l'annexe V)

|                           |   |
|---------------------------|---|
| 2050Today/2050Aujourd'hui | Initiative d'action en faveur du climat réunissant une communauté d'institutions de la Genève internationale              |
| 4SD                       | Skills, Systems & Synergies for Sustainable Development   |
| AAFC                      | Agriculture et agroalimentaire Canada   |
| AATF                      | Fondation africaine pour les technologies agricoles   |
| ABAPI (Brésil)            | Associação Brasileira de Agentes da Propriedade Industrial (Association brésilienne des agents de propriété industrielle) |
| ABPI (Brésil)             | Associação Brasileira da propriedade intelectual (Association brésilienne de la propriété intellectuelle)                 |
| ACIA                      | Agence canadienne d'inspection des aliments   |
| AfriPI                    | Droits de propriété intellectuelle et innovation en Afrique   |
| AFSTA                     | Association africaine du commerce des semences  |
| AGRA                      | Alliance for a Green Revolution in Africa   |
| AIPH                      | Association internationale des producteurs de l'horticulture  |
| APBA                      | African Plant Breeders Association  |
| APBEBES                   | Association for Plant Breeding for the Benefit of Society   |
| APSA                      | Association des semenciers d'Asie et du Pacifique   |
| ARIPO                     | Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle   |
| ASA (Argentine)           | Asociación Semilleros Argentinos (Association des multiplicateurs de semences de l'Argentine)                             |
| ASEAN                     | Association des nations de l'Asie du Sud-Est  |
| ASIWA                     | Alliance pour une industrie semencière en Afrique de l'Ouest  |
| ASTA                      | American Seed Trade Association   |

|   |  |
|---|--|
| BruIPO  | Office de la propriété intellectuelle du Brunéi Darussalam   |
| Bundessortenamt (Allemagne)                   | Office fédéral allemand des variétés végétales   |
| CANR  | Comité sur les activités nucléaires réglementaires   |
| CARDI   | Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes   |
| CARICOM                                       | Communauté des Caraïbes  |
| CARIFORUM                                     | Forum caribéen du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique   |
| CarlPI  | Projet du CARIFORUM sur les droits de propriété intellectuelle et l'innovation                                     |
| CBD SBI                                       | Organe subsidiaire de mise en œuvre de la CDB  |
| CBD SBSTTA                                    | Organe subsidiaire de Conseil scientifique et technologique de la CDB  |
| CDB   | Convention sur la diversité biologique   |
| CEE   | Communauté économique européenne   |
| CIOFORA                                       | Communauté internationale des obtenteurs de plantes horticoles de reproduction asexuée                             |
| CIPO<br>(Saint-Vincent-et-les Grenadines)     | Office du commerce et de la propriété intellectuelle de Saint-Vincent-et-les Grenadines                            |
| CLI   | CropLife International   |
| CNI (Brésil)                                  | Confederação Nacional da Indústria<br>(Confédération nationale de l'industrie du Brésil)                           |
| Conseil sur la recherche agricole<br>(Égypte) | Conseil sur la recherche agricole d'Égypte   |
| COPA-COGECA (Union<br>européenne)             | Comité des organisations agricoles professionnelles – Comité général de la coopération agricole                    |
| CORAF/WE CARD                                 | Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles                                   |
| CRGAA   | Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture  |
| CROCEVIA                                      | International Centre Crossroad   |
| CSA (Chine)                                   | Association semencière de la Chine   |
| DCP (Chine)                                   | Département de la production agricole  |
| DSC (Chine)                                   | Département des semences de culture  |
| DCST  | Centre de développement de la science et de la technologie de Chine  |
| DOA (Malaisie)                                | Département de l'agriculture de la Malaisie  |
| DOA (Thaïlande)                               | Département de l'agriculture de la Thaïlande   |
| ECUASEM                                       | Association des semenciers équatoriens   |
| ECVC  | Coordination européenne Via Campesina  |
| EMBRAPA (Brésil)                              | Société brésilienne de recherche agricole  |
| EU40  | Platform of young Pro-European Members of the European Parliament and of the 28 EU national parliaments            |
| EUIPO   | Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle  |
| FAO   | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture  |
| FIAN  | Foodfirst Information and Action Network   |
| Forum EAPVP                                   | Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale   |
| GCRAI   | Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale   |
| GDA (Chine)                                   | Direction générale de l'agriculture  |
| GESLIVE (Espagne)                             | Filiale de l'Association nationale des obtenteurs (ANOVE) de l'Espagne   |
| GEVES (France)                                | Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences   |
| GGE   | Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies  |
| GNIS (France)                                 | Groupement national interprofessionnel des semences et plants, renommé SEMAE le 27 janvier 2021<br>(voir plus bas) |
| GRUR (Allemagne)                              | Association allemande pour la protection de la propriété intellectuelle  |
| HCDH  | Haut-Commissariat aux droits de l'homme  |
| HEPIA (Suisse)                                | Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève   |
| ICA (Colombie)                                | Instituto Colombiano Agropecuario<br>(Institut colombien d'agriculture)  |
| IDIAP (Panama)                                | Instituto de Innovación Agropecuaria de Panamá<br>(Panama Institute for Agricultural Innovation)                   |

|                                  |   |
|----------------------------------|---|
| IICA                             | Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture   |
| IMPI (Mexique)                   | Institut mexicain de la propriété industrielle  |
| INASE (Argentine)                | Instituto Nacional de Semillas<br>(Institut national des semences de l'Argentine)   |
| INASE (Uruguay)                  | INASE (Uruguay) Instituto Nacional de Semillas (Institut national des semences de l'Uruguay)  |
| INDECOPI, Pérou                  | Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual<br>(Institut national pour la défense de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle du Pérou) |
| INPI, Brésil                     | Instituto Nacional da Propriedade Industrial<br>(Institut national de la propriété industrielle du Brésil)  |
| IP Key SEA                       | IP Key Asie du Sud-Est  |
| IPC                              | International Planning Committee for Food Sovereignty (IPC)   |
| IPOS                             | Office de la propriété intellectuelle de Singapour  |
| ISF                              | Fédération internationale des semences  |
| ISRA                             | Institut sénégalais de recherches agricoles   |
| ISTA                             | Association internationale d'essais de semences   |
| ITG (Australie)                  | Records Administered in the Innovation and Technology Group   |
| JATAFF                           | Association japonaise d'innovation technique dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche  |
| JICA                             | Agence japonaise pour la coopération internationale   |
| JICE                             | Japan International Cooperation Center  |
| JIPO                             | Office de la propriété intellectuelle de la Jamaïque  |
| JPO                              | Office des brevets du Japon   |
| KEPHIS                           | Service d'inspection phytosanitaire du Kenya  |
| KSVS                             | Service coréen des semences et des variétés   |
| MAFF (Cambodge)                  | Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Cambodge   |
| MAFF (Japon)                     | Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon  |
| MAFI (Indonésie)                 | Ministère de l'agriculture et des industries alimentaire de l'Indonésie   |
| MAIL (Afghanistan)               | Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de l'Afghanistan  |
| MAPA (Espagne)                   | Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire de l'Espagne   |
| MARA (Chine)                     | Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la Chine  |
| MARD (Monténégro)                | Ministère de l'agriculture et du développement rural du Monténégro  |
| MARD (Viet Nam)                  | Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam  |
| MFARD (Mongolie)                 | Association des exploitants agricoles mongols pour le développement rural   |
| MISTI (Cambodge)                 | Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation du Cambodge   |
| MOCCAIE (Émirats arabes unis)    | Ministère du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis  |
| MOFA (Japon)                     | Ministère des affaires étrangères du Japon  |
| Naktuinbouw                      | Service d'inspection de l'horticulture des Pays-Bas   |
| NASC (Nigéria)                   | National Agricultural Seed Council of Nigeria   |
| NCSS (Japon)                     | National Center for Seeds and Seedlings of Japan  |
| NESG (Nigéria)                   | Nigerian Economic Summit Group  |
| NFGA (Chine)                     | Administration nationale des forêts et des pâturages de la Chine  |
| OAPI                             | Organisation africaine de la propriété intellectuelle   |
| OCDE                             | Organisation de coopération et de développement économiques   |
| OCVV                             | Office communautaire des variétés végétales de l'Union européenne   |
| OEPM                             | Office espagnol des brevets et des marques  |
| OIPI                             | Office ivoirien de la propriété intellectuelle  |
| OMA                              | Organisation mondiale des agriculteurs  |
| OMC                              | Organisation mondiale du commerce   |
| OMPI                             | Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle  |
| OREVADO (République dominicaine) | Service de l'enregistrement des obtentions végétales et de la protection des droits d'obtenteur de la République dominicaine  |
| PRONACOM (Guatemala)             | Programa Nacional de Competitividad<br>(Programme national pour la compétitivité du Guatemala)  |

|                        |  |
|------------------------|--|
| PRV (Suède)            | Office suédois des brevets et de l'enregistrement  |
| PSIA (Philippines)     | Philippine Seed Industry Association   |
| ROM Global             | Results-Oriented Monitoring of Asia and the Pacific, Latin America and the Caribbean, and Centrally Managed Thematic Interventions (sous-traitant de la Commission européenne) |
| SAA                    | Seed Association of the Americas   |
| SADER (Mexique)        | Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural<br>(Ministère de l'agriculture et du développement rural du Mexique)  |
| SAG (Chili)            | Servicio Agrícola y Ganadero<br>(Service de l'agriculture et de l'élevage du Chili)  |
| SAIP (Arabie saoudite) | Saudi Authority for Intellectual Property  |
| SAKPATENTI (Géorgie)   | Centre national de la propriété intellectuelle de Géorgie  |
| SCCI (Zambie)          | Seed Control and Certification Institute de la Zambie  |
| SeCan                  | Canada's Seed Partner  |
| SEMAE (France)         | L'interprofession des semences et plants   |
| SENADI (Équateur)      | Servicio Nacional de Derechos Intelectuales<br>(Service national des droits de propriété intellectuelle de l'Équateur)   |
| SENAVE (Paraguay)      | Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas<br>(Service national de la qualité et de la sécurité des plants et semences du Paraguay)                          |
| Sida (Suède)           | Agence suédoise de coopération internationale au développement   |
| SIL                    | SIL Soybean Innovation Lab   |
| SNICS (Mexique)        | Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas<br>(Service national d'inspection et de certification des semences du Mexique)                                     |
| SNPC – Brésil          | Serviço Nacional de Proteção de Cultivares<br>(Service national de protection des cultivars du Brésil)   |
| TEC (Costa Rica)       | Tecnológico de Costa Rica<br>(Institut technologique du Costa Rica)  |
| TIRPAA                 | Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture   |
| TTIPO                  | Office de la propriété intellectuelle de la Trinité-et-Tobago  |
| UEE                    | Union économique eurasiatique  |
| UFS                    | Université de l'État-Libre   |
| UIPVE                  | Institut ukrainien chargé de l'examen des obtentions végétales   |
| UNIGE                  | Université de Genève   |
| USAID                  | United States Agency for International Development   |
| USDA                   | Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique   |
| USPTO                  | Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique  |
| WBCSD                  | Conseil économique mondial pour le développement durable   |

---

<sup>i</sup> Définitions des statistiques de consultation du site Web utilisées dans le présent rapport :

- Les "utilisateurs" sont les personnes qui ont effectué au moins une session au cours de la période donnée.
- Une "session" désigne une série d'interactions de l'utilisateur avec le site Web dans un laps de temps donné. Par exemple, une seule session peut comprendre de multiples consultations de pages, événements, interactions sociales et transactions électroniques. Un même utilisateur peut ouvrir plusieurs sessions. Ces sessions peuvent avoir lieu le même jour, ou sur plusieurs jours, semaines ou mois. Dès qu'une session prend fin, il est possible d'en ouvrir une nouvelle. Il existe deux méthodes pour mettre fin à une session :
  - Expiration temporelle :
    - après 30 minutes d'inactivité
    - à minuit
  - Changement de campagne :
    - lorsqu'un utilisateur arrive via une campagne, quitte le site et revient via une autre campagne.
- L'expression "consultations ponctuelles" correspond au nombre de consultations du site Web au cours desquelles la page en question a été consultée au moins une fois.
- Le terme "consultations" correspond au nombre total de consultations d'une page. Si le même utilisateur consulte plusieurs fois une page donnée au cours de la même session, toutes les consultations sont comptabilisées.
- Le "nombre de consultations" correspond au nombre d'appareils utilisés pour consulter le site Web durant un mois (une personne peut utiliser plus d'un appareil).

[Fin de l'appendice et du document]